

# MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED

## LES GARDIENS DE L'ORDRE SOCIAL



# LES VŒUX DE LA PRESSE AUX GRÉVISTES

**Charente Libre**

## Trains annulés, fêtes de Noël gâchées

Des milliers d'habitants, privés de la chaleur des fêtes de Noël, ont dû se contenter de la chaleur de la gare.

Les trains de Noël ont été annulés, les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

LES TRUITES DE LA TOURNE...  
LES TRUITES DE LA TOURNE...  
LES TRUITES DE LA TOURNE...

**Le Courrier du Nord**

## Le système D face aux grévistes de la SNCF

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

Le système D face aux grévistes de la SNCF.

LES TRUITES DE LA TOURNE...  
LES TRUITES DE LA TOURNE...  
LES TRUITES DE LA TOURNE...

**Courrier picard**

## JOYEUX BORDEL À TOUS !

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

JOYEUX BORDEL À TOUS !

AGRICULTURE: Pire rendement depuis 1995 pour les pommes de terre.  
RESTAURATION: IMPORTANCE CLAUDE LA FRANÇOISE À ANKERS-GRU...  
PICARDE LE NOÛL 2022: L'ANNÉE DES NOÛL...  
VOTRE 50<sup>ème</sup> Noël avec ROYEZ MUSIK

**Courrier picard**

## DEUX CENT MILLE VOYAGEURS EN GALÈRE POUR NOÛL

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

DEUX CENT MILLE VOYAGEURS EN GALÈRE POUR NOÛL

JUSTE: Condamnés après une agression dans le train Amiens-Abbeville.  
GRÈVE À LA SNCF: AMÈNES L'ESPRIT DE NOÛL À FINANCER LES PORTES DE LA PRODIGE...  
AFRICAINES LES FEMMES BANANES DES UNIVERSITÉS...  
CARRÉS LES CLASSIQUES DE LA LITTÉRATURE À OFFRIER EN ÉDITIONS DE LUXE...

**LA DÉPÊCHE**

## Grève à la SNCF : la galère de Noël

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

Grève à la SNCF : la galère de Noël

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...

**L'Ardennais**

## NE PAS RESTER À QUAI POUR NOÛL

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

NE PAS RESTER À QUAI POUR NOÛL

LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Grève à la SNCF pour les fêtes: LES USAGERS PRIS AU PIÈGE...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**LA VOIX DU NORD**

## GRÈVE À LA SNCF POUR LES FÊTES

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

GRÈVE À LA SNCF POUR LES FÊTES

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**LE DAUPHINÉ**

## Le mauvais cadeau de Noël

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

Le mauvais cadeau de Noël

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**Le Parisien**

## Incompréhensible !

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

Incompréhensible !

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**LE PROGRES**

## « Ils nous gâchent Noël »

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

« Ils nous gâchent Noël »

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**LE PROGRES**

## Place à la débrouille

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

Place à la débrouille

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**L'union**

## 200 000 VOYAGEURS EN RADE POUR NOÛL

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

200 000 VOYAGEURS EN RADE POUR NOÛL

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**Midi Libre**

## GRÈVE À LA SNCF LA MAUVAISE SURPRISE DE NOÛL

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

GRÈVE À LA SNCF LA MAUVAISE SURPRISE DE NOÛL

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**nice-matin**

## NOÛL À QUAI

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

NOÛL À QUAI

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**RI**

## Grève SNCF Noël à quai

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

Grève SNCF Noël à quai

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**SUD OUEST**

## Grève à la SNCF Rater Noël, c'est possible !

Les voyageurs ont dû attendre des heures à la gare.

Grève à la SNCF Rater Noël, c'est possible !

LA LECTURE DES PLAQUES AUTO ATTAQUÉE EN JUSTICE...  
LES ANIMAUX TRES AU PARC ANIMALIER HOUURISSENT DES LOUPS...  
Le « Serpent » bientôt remis en liberté...  
Les Bronzés: Les coutisses du tournage à Val d'Isère...  
Un juge-enquêteur nommé pour examiner la situation de Go Sport...  
Mon petit journal des vacances 2022

**L**es médias dominants, gardiens de l'ordre social? De fait, les médias dominants sont avant tout les médias... des dominants. Ils partagent leurs intérêts, leur vision du monde et, consciemment ou non, défendent et relayent les dominations sociales et économiques.

Du côté du manche, ils applaudissent les répressions, dressent des louanges aux hommes de fer, comme l'ex-préfet Didier Lallement (p. 4), et dénigrent celles et ceux qui remettent en cause l'ordre policier – l'interview par Olivier Truchot d'une députée victime de violences policières en est un exemple frappant (p. 10).

Largement conservateurs, ils font l'éloge de la monarchie et des têtes couronnées (p. 6), et ne cessent de disqualifier les progressismes – ainsi des activistes écologistes (p. 7), des féministes (p. 26) ou des grévistes et autres manifestants qui se mobilisent pour de meilleurs salaires et conditions de travail (p. 30) ou contre la réforme des retraites (p. 40).

Le phénomène est d'autant plus puissant qu'ils se gargarisent de grands principes déontologiques tout en les bafouant allègrement: de LCI, qui se pare des vertus journalistiques mais multiplie les intox (p. 22), au *Parisien*, qui censure un entretien avec Philippe Martinez au nom du contradictoire, mais qui oublie tout quand il s'agit d'Emmanuel Macron (p. 38)...

Le phénomène est d'autant plus irrépensible qu'à côté des éternels mêmes éditocrates émergent de nouvelles figures médiatiques: de l'inévitable et outrancier Cyril Hanouna, qui n'hésite pas à insulter un député sur son plateau (p. 49), en passant par le provocateur Daniel Riolo (p. 34), jusqu'à Bérénice Levet, « philosophe et essayiste » qui pourfend la (pseudo) « cancel culture » (p. 16).

Les médias sont-ils pour autant condamnés à n'être que des instances de légitimation et de reproduction de l'ordre social? Le moment d'abdiquer n'est pas encore venu. La critique des médias se répand, la question médiatique est de plus en plus considérée comme une question politique – des propositions de transformation des médias sont avancées par les forces politiques de gauche et, pour certaines d'entre elles, sont discutées au Parlement (p. 20). Parallèlement, le monopole de la médiatisation est remis en cause par des médias indépendants de plus en plus visibles, et la réflexion sur les enjeux qui y sont liés avance progressivement (p. 15). La lutte continue! ■

\*

*Ce numéro est dédié à la mémoire de Gisèle Bertrand et François Brun, militants d'Acrimed qui nous ont quittés en cette fin 2022.*

#### Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

#### Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin  
75010 Paris

#### Directeur de la publication

Mathias Reymond

#### Secrétaires de rédaction

Sophie Eustache, Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

#### Ont collaboré à ce numéro

Sophie Eustache, Maxime Friot, Blaise Magnin, Olivier Moreau, Antonin Padovani, Jean Pérès, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond, Thibault Roques, Mathias Rull, Nils Solari

#### Une et dessins

Colloghan

#### Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

#### Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Jean Luc, Minimum

Achevé d'imprimer en 01/2023 par Corlet Imprimeur  
14110 Condé-en-Normandie  
n° d'imprimeur: 2301.0202  
Imprimé en France

Dépôt légal: janvier 2023  
Commission paritaire: 1223 G 91177  
ISSN: 2256-8271

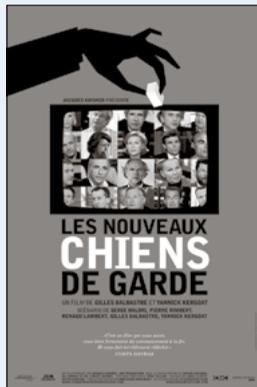


# MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de .....€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n° .....

Tarif normal: **20 €**

Tarif précaires: **10 €**

Union européenne et Suisse: **25 €**

Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre *Au nom de la démocratie votez bien!*, aux éditions Agone: **15 €**

Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespote: **21 €**

**S'ABONNER  
ADHÉRER  
EN LIGNE**  
boutique.acrimed.org

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Ville: .....

Courriel: .....

Signature: .....

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«Action-Critique-Médias», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris  
Tél.: 09 52 86 52 91 – Courriel: info@acrimed.org



■ **France Culture**, 25 septembre: «Le Monde est un journal de gauche qui l'assume et qui penche de plus en plus vers la gauche extrême.» Le journaliste Frédéric Martel n'a pas osé le dire: *Le Monde* est un journal d'ultra-gauche.

■ **France Inter**, 3 octobre: «Il serait temps qu'il y ait une veille sanitaire, une veille qui fait qu'un médecin qui dit des conneries et des contrevérités à la télé soit convoqué dès le lendemain au Conseil de l'ordre pour qu'il s'arrête.» À qui peut bien penser Michel Cymes, sinon à lui-même ?

■ **Le Monde**, 12 octobre: «Quant à la CGT, elle donne l'image d'un syndicat peu concerné par l'intérêt général.» Un journal d'ultra-gauche, on vous dit.

■ **Le Monde**, 22 octobre: «Je me fiche des critiques. Je revendique une forme de romantisme journalistique.» Laurent Delahousse se fiche aussi du journalisme...

■ **Paris Match**, 23 octobre: «Le fils aîné de l'homme le plus riche de France cultive un style aussi discret qu'efficace.» Quand il s'agit de flatter Antoine Arnault, fils de Bernard, *Paris Match* sait faire dans l'efficacité... mais pour la discrétion, on repassera.

■ **Valeurs Actuelles**, 26 octobre: «Et si on en finissait avec l'État de droit...» Le rédacteur en chef politique de *Valeurs actuelles*, Raphaël Stainville, en toute décontraction.

■ **Arcom**, 2 novembre: «L'Arcom dresse un bilan positif de la couverture de ces campagnes [électorales]» On n'en espérait pas moins de l'ex-CSA. «Elle constate que, de manière générale, les principes d'équité et d'égalité qui s'appliquaient dans les médias audiovisuels aux interventions des candidats et de leurs soutiens ont été respectés.» Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

■ **LCI**, 3 novembre: «Il faut un QI de bulot pour ne pas comprendre qu'on est obligés d'augmenter la durée de cotisation, ou le taux de cotisation, ou les deux. On peut pas faire autrement.» Luc Ferry, fidèle à lui-même: le 3 septembre 2019, déjà sur LCI, il disait exactement la même chose: «Il faut un QI de bulot pour ne pas comprendre qu'on est obligés d'augmenter la durée de cotisation.» Chapeau l'artiste.

■ **BFM-TV**, 5 novembre: «L'extrême droite est-elle raciste ?» Besoin de revoir les fondamentaux, non ?

■ **LCI**, 15 novembre: «C'est un régime [...] qui est soviéto-islamiste. C'est une sorte d'islamo-gauchisme poussé à l'extrême de la dictature.» Sur l'Iran comme sur le reste, on peut toujours compter sur l'expertise de Caroline Fourest.

■ **Brice Couturier**, Twitter, 18 novembre: «On manque de médecins. On manque de professeurs. On manque de conducteurs de bus. On manque d'artisans. On doit bien avoir quelque chose en trop, mais quoi ?» Des éditorialistes ?

■ **Causeur**, 12 décembre: «Le RN n'est ni extrême ni de droite.» Si c'est le sondologue-conseiller de Marine Le Pen (Jérôme Sainte-Marie) qui le dit...

■ **Le Parisien**, 18 décembre: «Immobilier: comment Christelle, enseignante, est devenue propriétaire de 23 logements». Rêves de droite...

■ **CNews**, 27 décembre: «Les musulmans ils s'en foutent de la République, ils savent même pas ce que le mot veut dire!» Jean-Claude Dassier, en toute décomplexion...

■ **Philippe Poutou**, BFM-TV, 15 octobre: «À chaque fois qu'il y a une grève relativement importante, c'est toujours un peu les mêmes reportages. Quand c'est les éboueurs qui font grève, il y a les déchets qui s'accumulent dans les rues, on fait des reportages sur le manque de propreté. Quand c'est des postiers ou des postières, il n'y a plus de courrier. Quand c'est des cheminots, il n'y a plus de train. Et là c'est les raffineurs donc ça pose des problèmes de ravitaillement en essence. Mais ce que ça montre, c'est que c'est des boulots hyper utiles. [...] S'il y avait une grève des éditorialistes de BFM pendant deux semaines, ça gênerait pas grand monde!» On plussoie.

uniforme

# DES HEBDOS CONQUIS PAR DIDIER LALLEMENT

«Un grand affectif»,  
un «homme d'honneur».

**L**e 20 octobre 2022, Didier Lallement, secrétaire général de la Mer, publie un livre-entretien (*L'Ordre nécessaire*) avec l'ancien chef du service politique de France Info (Jean-Jérôme Bertolus), dans lequel il revient sur son expérience d'ex-préfet de police de Paris. Mais l'immanquable tournée promo n'a que trop peu été l'occasion de revenir (notamment) sur son bilan à la tête de la préfecture de police de Paris (mars 2019-juillet 2022). Au contraire, une douce mélodie fut chantée dans *Paris Match*, le *JDD* et *L'Express*: celle de la « métamorphose »...

« Un maintien de l'ordre violent, des propos méprisants, voire insultants, et des déclarations mensongères: c'est ainsi que pourraient se résumer les trois années passées par Didier Lallement à la tête de la préfecture de police de Paris », synthétisait Mediapart. « Le bilan [concernant les journalistes] du préfet Didier Lallement est indubitablement négatif », détaillait encore RSF.<sup>1</sup>

Mais dans *Paris Match* (12 oct.), on s'intéresse à l'homme derrière l'uniforme, plutôt qu'au bilan du préfet:

«Le voilà dans  
une brasserie  
parisienne, jeans,  
barbe de hipster,  
le regard philosophe,  
presque doux.»  
*Paris Match*

*Il est méconnaissable. Didier Lallement a tout lâché, l'uniforme, le phrasé schlagué, le masque glacial, surjoué sous la casquette, sans craindre d'être le préfet le plus détesté de la V<sup>e</sup> République. Le voilà dans une brasserie parisienne, jeans, barbe de hipster, le regard philosophe, presque doux.*

« Doux », le *Journal du dimanche* (16 oct.) l'est aussi assurément. Sous la plume de Catherine Nay, on « respire »: *Il respire, cela se voit. Il émane de lui quelque chose de très doux que n'im-*

*aginerait pas la cohorte de ses détracteurs tant sa réputation de mauvais caractère voire de « brute épaisse » est établie.*

Au fil de ce morceau de psychologisation, on le plaindrait presque: *Didier Lallement est entré à la préfecture de police de Paris et de trois départements de la petite couronne comme on entre en religion. Pendant trois ans et demi, sept jours sur sept, il s'est levé à 4 heures du matin, avec avant un réveil toutes les deux heures*

1. « Didier Lallement, un préfet brutal trop longtemps soutenu par le pouvoir », Mediapart, 19 juil. 2022 et « France: le préfet Didier Lallement et les journalistes en chiffres », RSF, 20 juil. 2022.

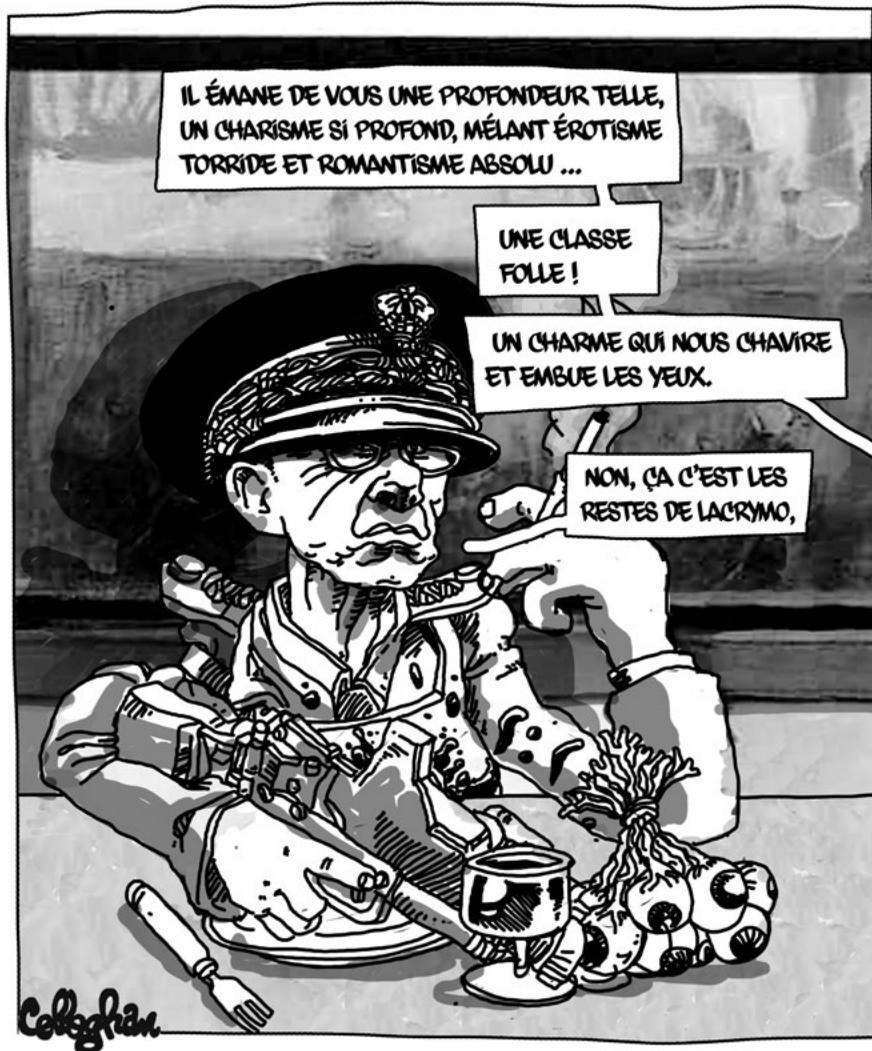
2. Notamment concernant les manifestants blessés pendant le mouvement des Gilets jaunes.

pour vérifier ses mails. Il se passe tellement de choses la nuit. Plus une sortie en ville, pas un spectacle. Une vie qui serait sinistre dans cet appartement de 1 000 mètres carrés dont il occupait trois pièces. Tout en payant comme tous les préfets une taxe d'habitation, celle-là de 5 000 euros.

« Bien sûr, continue Catherine Nay, les manifs ont laissé de mauvais souvenirs, il y a eu des blessés par des tirs de LBD. » Un détail... « Mais il a changé la doctrine en engageant les effectifs au plus près des manifestants pour maîtriser la foule. » Nous voilà rassurés! Pour une conclusion toute en révérence: « Le 27 août, Didier Lallement a fêté ses 66 ans. Le bruit et la fureur autour de lui s'estompent, on découvre un grand affectif. »

Autre hebdomadaire, même ton. *L'Express* (18 oct.): *L'homme en face de nous n'est pas cassant, ne parle pas d'un ton péremptoire, s'amuse des objections, disserte avec passion sur la société française, cite Clemenceau ou Trotski, auquel le titre de son ouvrage, L'ordre nécessaire (Robert Laffont), fait référence. Il sourit, souvent, et parfois, ce n'est pas un rictus.*

Dans ce portrait indigeste (et indigent) d'Étienne Girard, rédacteur en chef des pages « Société » de *L'Express*, pas un mot du bilan de la répression des mouvements sociaux des trois dernières années, dont est en partie comptable l'ancien préfet. À défaut, un gros titre tapageur – « La haine et la violence gagnent du terrain » –, une complaisance vis-à-vis des propos les plus



réactionnaires gravés dans les colonnes de l'hebdomadaire sans la moindre contradiction étayée et une romantisation dépolitisée des politiques répressives: « Dès les premiers jours, le préfet décide d'utiliser sa réputation de "méchant", issue

notamment de son passage à la préfecture de Bordeaux ». Bref, le portrait d'un « homme d'honneur » (suivi d'une double page avec les « bonnes feuilles » de l'ouvrage), qui, conclut le journaliste, ne balance jamais les copains: « Sur les responsabilités de ses supérieurs au long de ces trois dernières années, Didier Lallement ne dira rien. Pas le genre de la maison, casquette sur la tête ou pas. »

Que ces trois hebdomadaires reprennent sans sourciller le *storytelling* de l'ancien préfet en jetant le journalisme par-dessus bord, il n'y a pas de quoi s'étonner, tant les directions éditoriales partagent la même vision du maintien de l'ordre: celle qu'il défend sur « C à vous » (France 5, 20 oct.) – quoique les journalistes s'autorisent, une fois n'est pas coutume, des questions un peu plus impertinentes<sup>2</sup> –: « La solution, c'est la répression. » Un élan d'affection, sans doute... ■

**“L'homme en face de nous n'est pas cassant, ne parle pas d'un ton péremptoire, s'amuse des objections”.**

*L'Express*

# FRANCE INTER AU CHEVET DE LA MONARCHIE BRITANNIQUE... OU À SON SERVICE?

**A**u début de l'automne, le décès et les funérailles de la reine d'Angleterre Élisabeth II ont occupé une place (excessivement) prééminente dans les médias français. Sur France Inter, radio du service public: des dizaines d'heure d'antenne, des programmes spéciaux et même une journée sur place pour les obsèques royales. Dans ce déferlement, le journalisme n'avait pas vraiment sa place. Le ton était essentiellement à l'hagiographie et à l'éloge funèbre – et pour un focus sur les zones d'ombre de l'histoire britannique pendant son règne<sup>1</sup>, on repassera. Sur France Inter, Élisabeth n'était que courage et magnanimité, subtilité et intelligence, abnégation voire sacrifice (pour son pays).

Le sommet fut sans doute atteint lors de l'édition spéciale «Funérailles nationales d'Elizabeth II: le Royaume face aux jours d'après», diffusée en direct depuis Londres le soir même des obsèques, le 19 septembre 2022, en lieu et place de la traditionnelle

émission «Le Téléphone sonne» – du lundi au vendredi, pendant 40 minutes, des spécialistes (ou supposés tels) répondent aux questions et autres commentaires d'auditeurs autour d'un sujet en lien avec l'actualité. Pas d'auditeurs pour cette émission spéciale: deux heures durant, des invités se sont succédé autour de Fabienne Sintes, pour louer la grandeur de la défunte et s'interroger sur l'avenir de son royaume. Ou plutôt, s'inquiéter pour l'avenir de ce beau royaume. «*Un moment de profonde cohésion nationale*»: sur son site, France Inter donnait le ton.

## «ICI, LA MONARCHIE EST GARANTE DE LA DÉMOCRATIE»

L'un des invités, économiste français à Londres, témoigne: dans la longue file d'attente des Londoniens venus se recueillir la veille sur la tombe d'Élisabeth II, il a observé comment un couple de parents, entre deux jeux, expliquait à leurs enfants le fonctionnement du système politique britannique, profitant ainsi de cette

interminable attente «*pour faire un cours d'éducation civique sur la démocratie*». Il n'en faut pas plus à l'économiste franco-londonien pour conclure qu'«*à travers cette anecdote, on voit bien qu'ici, la monarchie est garante de la démocratie*».

Un autre invité de l'émission, un britannique présenté de manière assez énigmatique comme «*ancien candidat [à quoi?] pro-Brexit et désormais conseiller en entreprise*», pousse la logique plus loin en louant les bienfaits d'un système dans lequel «*le chef de l'État flotte au-dessus de la salle politique. Par contre, dans des pays comme les États-Unis sous Trump, ou la Turquie peut-être et d'autres, toute la nation devient en difficulté si l'on est très divisé sur la figure politique en tête*». Cet intervenant postule donc une unanimité autour de la monarchie au Royaume-Uni... qui est bien moins réelle que fantasmée, notamment en Écosse et en Irlande du Nord, mais aussi en Angleterre.

Fabienne Sintes pousse la logique encore plus loin: «*C'est intéressant parce que, puisque vous comparez avec les États-Unis, aux moments de flottement, c'est effectivement toute la nation qui est en danger [...]. Ici, il y a au moins cette institution qui, quoi qu'il se passe, et je vous pose la question, Marion, j'ai vu que vous vouliez intervenir, parce qu'on est dans un moment qui est socialement difficile, dans un moment qui peut nous amener des grèves et une vraie colère*

*sociale, au milieu il y a quand même l'institution.*» Question (confuse) ou affirmation d'une supériorité de la monarchie sur la République doublée d'un éloge de la démobilisation sociale?

Et l'envoyée spéciale Marion L'Hour d'aller dans le même sens... et de se contredire (sans s'en rendre compte): «*C'est ce qui s'est passé pendant le Brexit: au moment où Boris Johnson a voulu suspendre le Parlement, la Cour suprême avait jugé que c'était illégal. La reine avait été forcée par Boris Johnson de suspendre le Parlement, et la Cour suprême a annulé cette suspension. Donc la reine a été garante du fait que le Parlement pouvait s'exprimer.*» Bien que bancale, la démonstration ne sera pas contestée.

Ou comment, à coups d'anecdotes et d'approximations, la radio publique d'une république fait l'éloge d'une monarchie, «*garante de la démocratie*», qui protège des grèves et de la «*colère sociale*»... ■

1. Des massacres d'indépendantistes kényans dans les années 1950, en passant par la répression violente des nord-Irlandais catholiques dans les années 1970 ou à celle des mineurs anglais grévistes en 1984-85, jusqu'à l'invasion de l'Irak en 2003...

# L'ACTIVISME ÉCOLOGISTE ÉPOUVANTAIL MÉDIATIQUE

«Du terrorisme à basse intensité».

**L**es mouvements sociaux et autres actions de protestation qui percent le silence médiatique connaissent en général le même sort. Peu important aux grands médias les objectifs de ces mouvements et les causes qu'ils défendent, ce sont leurs modalités d'action et les perturbations qu'elles causent qui retiennent systématiquement l'attention journalistique. Balance ton porc ? Pas la bonne méthode. Les Gilets jaunes ? Pas la bonne méthode. Asperger de gouache la Samaritaine pour dénoncer l'enrichissement des milliardaires ? Pas la bonne méthode. On pourrait continuer longtemps. À cette focalisation sur la forme des mobilisations plutôt que sur leurs revendications, s'ajoutent parfois mépris, insultes et calomnies. La mécanique médiatique est rodée, mais les cibles alternent : après l'«islamo-gauchisme» et le «wokisme», l'ennemi médiatique numéro un du moment<sup>1</sup> est... l'activisme écologiste (ou «écolo-gauchisme» pour *Le Figaro*).

De la manifestation contre le projet de mégabassine à Sainte-Soline, en passant par les sit-in et autres *happenings*, jusqu'aux actions

dans les musées : la médiatisation du militantisme écologiste s'est amplifiée ces dernières semaines.

Et si le jugement médiatique n'a pas été unanime – des défenseurs des moyens d'action et des revendications ont eu la parole sur les plateaux, des reportages ont été publiés dans la presse (pas toujours aussi caricaturaux que ce que laissent présager les Unes) –, le pire du journalisme de maintien de l'ordre social, lui, s'est largement donné à voir.

## «C'EST LE DEGRÉ ABSOLU DE LA BÊTISE»

Dénoncer l'inaction contre le dérèglement climatique en aspergeant de soupe ou de purée les vitres protégeant les tableaux dans des musées, une action inoffensive à la portée exclusivement symbolique ? C'en est déjà trop pour les éditorialistes, qui ont du mal à cacher leur exaspération :

« Une fois passée l'émotion (recherchée) par la provoc, la méthode est-elle efficace ? Il est plus que permis d'en douter. Si ces militants parviennent en effet à faire parler, leur geste si commenté est de nature à freiner la nécessaire prise de conscience écologiste plu-

«Il n'y a pas pire erreur qui pouvait être commise.»

Jérôme Jaffré

1. Mais ce n'est pas une nouveauté : les zadistes en 2018, Greta Thunberg en 2019...



## “Ce sont des dogmatiques totalitaires”

Périco Légasse

Les fascistes. Les nazis. [...] Maintenant je vous dis pas les mesures de sécurité auxquelles on va devoir se soumettre pour rentrer dans les musées à cause de ces abrutis. [...] C'est le degré zéro du militantisme, c'est le degré absolu de la bêtise. »

Remplacez militantisme par journalisme et vous obtiendrez un autoportrait saisissant...

Sur BFM-TV (6 nov.), Alain Duhamel décrit quant à lui des méthodes « plus infantiles qu'instructives », et Michel Onfray divague :

Il faudrait qu'on réfléchisse un peu avec ces gens-là, en leur disant : « Mais est-ce que vous croyez que c'est la France toute seule qui est responsable de la pollution planétaire, de l'état du réchauffement climatique ? Est-ce que vous n'avez pas l'impression que ce que vous faites et la pollution de la Chine, et la pollution de l'Inde, et la pollution des États-Unis, c'est corrélé ? » [...] Qu'ils aillent dans les pays où ça pollue terrible ! Moi j'aimerais bien les voir, ces jeunes écologistes, prendre un billet d'avion [...] pour aller à Pékin et faire très exactement la même chose, en disant que c'est effectivement là qu'on pollue beaucoup, et qu'il faudrait ceci ou cela. [Alain Duhamel, amusé : Ils risqueraient de ne pas en revenir !] Ils risqueraient d'ailleurs de ne pas pouvoir y parvenir. C'est facile dans les démocraties qui ne sont pas responsables ni coupables de la totalité de la destruction de la planète. Ça va bien, je pense que nous sommes assez vertueux, nous les Français.

Alors, quand Christophe Barbier évoque l'existence d'une « alternative radicalité/raison » (« C dans l'air », France 5, 1<sup>er</sup> nov.), la tentation est forte de lui retourner l'alternative : dans quel registre s'inscrivent ces commentaires journalistiques ? Pas celui de la « raison » en tout cas.

tôt qu'à l'accélérer » assène Anne Rosencher, qu'on ne savait pas si attachée à « la nécessaire prise de conscience

écologiste », dans l'édito de *L'Express* (10 nov.). « Il n'y a pas pire erreur qui pouvait être commise » expliquait déjà le sondologue Jérôme Jaffré sur le plateau de « 28 minutes » (Arte, 2 nov.). « Au mieux c'est idiot, au pire, on le voit déjà, c'est complètement contreproductif », tranchait Géraldine Woessner quelques jours

plus tôt (28 oct.), également dans « 28 minutes » ; appuyée par Jean Quatremer, assis à ses côtés, qui osait même : « Qui s'en prend à l'art en règle générale ?

## “Qui s'en prend à l'art en règle générale? Les fascistes. Les nazis.”

Jean Quatremer



## «DU TERRORISME À BASSE INTENSITÉ»

Dans la même veine, c'est la désobéissance civile qui est accusée (et condamnée), notamment suite à la manifestation à Sainte-Soline – voir par exemple l'interrogatoire qu'a fait subir Olivier Truchot à la députée Lisa Belluco (29 oct.). «*Du terrorisme à basse intensité*» suggère par exemple Frédéric Hermel dans «*Estelle Midi*» (RMC, 31 oct.), se positionnant ainsi dans la roue du ministre de l'Intérieur (et ses propos sur «*l'écoterrorisme*»). Même plateau, mais cette fois Périco Légasse: «*Ce sont des dogmatiques totalitaires*». N'en jetez plus!

Terminons-en avec *Le Figaro*, qui a eu la riche idée d'interviewer l'«expert» médiatique Éric Delbecq (31 oct.). Un lanceur d'alerte, assurément: *Cette mouvance issue de l'idéologie dite de l'écologie profonde se radicalise de plus en plus et évoque en off la possibilité de passer à des actions de plus en plus «dures», entendons violentes, contre les biens mais aussi les personnes. Ça n'est pas parce que cette galaxie n'a pas encore fait de victimes que cela durera toujours. Nous ne sommes pas à l'abri d'une petite équipe qui basculerait dans l'assassinat ciblé d'une personnalité politique ou économique, voire d'agressions de salariés d'entreprises que visent ces activistes (énergie, télécommunications, BTP) parce qu'ils travaillent sur des projets d'aménagements contestés. Au-delà de l'aspect conscient et volontaire, on peut aussi faire l'hypothèse d'une action qui tournerait mal, «dérapant» jusqu'à faire des morts. Sans être exagérément alarmiste, on sent bien que l'horizon qui se dessine dans*

**“La confusion mentale et la dégringolade de l'intelligence sont les deux mamelles de l'écologie radicale.”**

Vincent Trémolet de Villers



la contestation musclée s'articule sur une très puissante fascination pour la violence.

Un bel échantillon de journalisme fictionnel et fantasmagorique, avec l'imaginaire et la calomnie comme moteurs!

Aussi, lorsque *Le Figaro*, dans son édito du 1<sup>er</sup> novembre, explique sous la plume de Vincent Trémolet de Villers que «*la confusion mentale et la dégringolade de l'intelligence sont les deux mamelles de l'écologie radicale*», un doute nous prend. À qui d'autre «*confusion mentale*» et «*dégringolade de l'intelligence*» pourraient-elles s'appliquer? ■



# UNE DÉPUTÉE EN GARDE À VUE SUR BFM-TV

## Violences policières, violences médiatiques.

**L**e 29 octobre 2022, une manifestation s'est tenue à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, contre un projet de « mégabassine »<sup>1</sup>. « Une députée écologiste accuse les forces de l'ordre de l'avoir frappée » pendant cette manifestation, annonce Olivier Truchot sur BFM-TV le 31 octobre. La députée en question, Lisa Belluco (EELV), est en duplex... et va subir un interrogatoire en règle.

« Bonsoir madame, on découvre en même temps que je parle les images de ce week-end, et surtout des images qui vous montrent, vous, en train de franchir le barrage policier, en allant vers les gendarmes. On regarde et on écoute, et puis on les commente ensemble. » Sur le bandeau : « Députée frappée ? Une vidéo sème le trouble ».

« Le trouble » ? Olivier Truchot le dissipe tout de suite, et retourne l'accusation dès la première question. De victime de violences policières, Lisa Belluco devient provocatrice : « Alors, vous avez l'écharpe tricolore pour symboliser le fait que vous êtes députée, mais vous allez au-devant des gendarmes, qui vous repoussent. Alors, vous dites que vous avez été frappée, mais pourquoi avoir finalement voulu franchir ce cordon policier ? » Olivier Truchot, on le verra, ne lâchera pas sa proie. Hélas pour lui, il est tombé sur un os : « Je ne crois pas que la présence d'une élue de la République soit considé-

rée, ou puisse être considérée, comme une provocation », lui répond Lisa Belluco, avant de dénoncer « l'incapacité du gouvernement à prendre réellement en charge les problématiques de changement climatique ». Et lorsqu'elle explique qu'il faut « prendre les choses au sérieux plutôt que de faire tout un foin et tout un blabla sur des vidéos », Olivier Truchot la coupe :

Alors, madame la députée, pardon de vous interrompre, mais c'est vous qui avez accusé indirectement les policiers de vous avoir frappée. Donc l'accusation est quand même grave venant d'une députée de la République. Et c'est vrai que ces images, cette vidéo est troublante, parce qu'elle raconte pas tout à fait ce que vous nous avez raconté.

Et l'échange de se poursuivre :

**Lisa Belluco :** Cette vidéo, elle a été prise par les forces de l'ordre, déjà, je sais pas si vous l'avez...

**Olivier Truchot :** Ce n'est pas vous dessus ?

**L. B. :** Elle a été filmée par les forces de l'ordre, je sais pas si vous l'avez rappelé en la présentant, j'ai pas entendu en tout cas.

**O. T. :** On le voit puisque c'est du côté des forces de l'ordre qu'effectivement la caméra est placée.

**L. B. :** Tout à fait. Exactement. Et elle cadre de façon à ce qu'on ne voie pas mes jambes.

**O. T. :** Mais on vous voit vous précipiter sur le cordon policier.

**L. B. :** Pas tout à fait, non.

<sup>1</sup>. Lire « À Sainte-Soline, des milliers de manifestants refusent les mégabassines », Reporterre, 31 oct.

**Interruptions  
à répétition,  
affirmations en guise  
de questions: Olivier  
Truchot conduit-t-il  
une interview  
ou mène-t-il une  
garde à vue?**



**O. T.:** Les mains en l'air...

**L. B.:** C'est vrai que c'est vraiment un danger pour la démocratie et pour la République d'avoir une élue qui s'avance en marchant, [...] les mains en l'air, et en disant qu'elle est députée. C'est un peu ridicule comme accusation, et ensuite effectivement la vidéo est cadrée de façon à ce qu'on ne voie pas mes jambes. Donc j'irai faire constater les blessures que j'ai sur les jambes pour réhabiliter mon propos, puisque je vois bien, là, qu'il s'agit de mettre en cause mes propos. Moi, je ne suis pas une coutumière du buzz, ça ne m'amuse pas, et en fait ce que j'aimerais...

Coupée à nouveau par Olivier Truchot, qui en remet une couche: « Non mais la question c'est: est-ce que le rôle d'une députée, c'est de participer à une manifestation qui a été interdite? Et donc provoquer, finalement, en quelque sorte, des troubles, si on ne respecte pas cette interdiction? » Réponse de la députée: « L'un des rôles des députés, mais je pense que vous le savez en tant que journaliste, c'est de contrôler l'action de l'État. Et donc la présence de députés en manifestation, même interdite, est tout à fait légitime et légale. Il n'y a donc absolument rien à justifier à ce titre. »

Une réponse qui ne semble pas satisfaire Olivier Truchot, puisque celui-ci va lui reposer trois fois la même question:

**Olivier Truchot:** Mais, en fait, moi ça me fait penser à Jean-Luc Mélenchon, avec son écharpe, qui essayait de contrecarrer une perquisition qui avait lieu chez lui et ensuite dans les bureaux de son parti. L'écharpe, c'est une immunité? C'est-à-dire qu'avec l'écharpe tricolore, on peut tout se permettre?

**Lisa Belluco:** Ben en fait l'écharpe tricolore, c'est ce qui permet d'identifier un parlementaire ou un élu de la République, et en fait en démocratie on ne frappe pas et on ne bouscule pas les élus de la République. Encore une fois... [coupée]

**O. T.:** Donc on peut tout faire avec une écharpe?!

**L. B.:** Encore une fois, j'avais en marchant, les mains en l'air, sans... On voit sur ces images d'ailleurs: aucune intention belliqueuse, si ce n'est que je demandais qu'on me laisse passer [...]. Il n'y avait [...] aucun enjeu de maîtrise de trouble à l'ordre public. Il n'y avait rien à dégrader derrière ces forces de l'ordre. Et juste le fait de demander à pouvoir circuler librement quand on est identifié comme un élu de la République et un parlementaire, ce n'est pas un délit, ce n'est pas un crime, et c'est une honte que vous essayiez de faire croire le contraire.

**O. T.:** Oui mais [...] la question c'est de savoir: qu'est-ce que vous faites là? Tout simplement, parce que vous êtes dans un lieu... la manifestation a été interdite, vous avez certes une écharpe tricolore mais qu'est-ce que vous faites là? La manifestation était interdite! Elle était interdite pour tous les citoyens et un député n'est pas un citoyen au-dessus des autres!

**Encore? Encore:**

**Lisa Belluco:** Je répète, parce que ça n'a pas l'air d'imprimer, et en fait je sais pas si vous avez écouté aussi maître Henri Leclerc,

éminent pénaliste et président de la Ligue des droits de l'Homme, sur votre plateau hier en fin de journée, vers 19h, vous l'écoutez c'est instructif, il dit que c'est tout à fait normal que les parlementaires soient dans des manifestations, quand bien même elles sont interdites, car ils ont un rôle d'observateur, ils ont un rôle de contrôle... [coupée]

**Olivier Truchot:** Là vous êtes pas observatrice, vous êtes actrice!

**L. B.:** ... de l'action de l'État, ils ont un rôle de contrôle de l'action de l'État. Ils sont tout à fait légitimes... [coupée]

**O. T.:** Non mais là vous êtes pas actrice [sic], vous intervenez puisque vous voulez franchir un cordon!

**L. B.:** Ils sont tout à fait légitimes à manifester pour leurs idées politiques [...]. Et est-on dans une démocratie où on bâillonne les idées politiques par la violence? Je vous pose la question. Moi je crois que... [coupée]

**O. T.:** Oui, mais moi je vous pose une question parce que c'est mon rôle, madame

la députée, je vous pose une question, c'est mon rôle. Vous êtes pas observatrice là, vous êtes actrice puisque vous voulez franchir un cordon de gendarmes. Vous n'êtes pas là pour observer, vous êtes là pour participer, avec d'autres, à une manifestation, donc le rôle que vous nous définissez ce soir n'est pas celui que vous avez eu ce week-end. Vous étiez finalement une manifestante parmi d'autres. Sauf que vous aviez votre écharpe tricolore.

**L. B.:** Le rôle de député et de parlementaire est un rôle de contrôle de l'action de l'État. En étant présente et en allant...

**O. T.:** Là c'est pas un contrôle!

**L. B.:** ... au contact des forces de l'ordre, je vérifie la manière dont ils [sic] agissent sur le terrain. Je suis une députée de terrain, je vais sur le terrain, je vais sur le terrain pour défendre mes idées. Et je vous rappelle au passage que le droit de manifester est constitutionnel en France, donc si... [coupée]

**O. T.:** Mais quand la manifestation est interdite, on n'a pas le droit de manifester. Rien n'est au-dessus de la loi.

**L. B.:** Rien n'est au-dessus de la Constitution monsieur, et la Constitution définit le droit et la liberté de manifester en France.

**OT:** Donc quand un préfet interdit une manifestation, vous ne respectez pas cette interdiction?

**L. B.:** Quand il y a un enjeu d'intérêt général, et je vous rappelle quand même, parce que là... [coupée]

**O. T.:** Donc en fait selon vous, vous êtes au-dessus des lois?

Interruptions à répétition, affirmations en guise de questions: Olivier Truchot conduit-t-il une interview ou mène-t-il une garde à vue? Et lorsque la députée a l'outrecuidance de protester, elle est (à nouveau) coupée:

**“À partir du moment où on franchit un cordon, même les bras en l'air, pourquoi la fois suivante ne pas jeter un caillou? Ou un cocktail Molotov?”**

Christophe Barbier

**Lisa Belluco:** Non mais écoutez-moi, parce que vous me posez une question, vous écoutez pas la réponse. C'est vos méthodes, je sais, c'est BFM, mais en fait quand vous posez une question...

**Olivier Truchot:** Attendez, il y a pas de méthode, il y a des questions! C'est vous qui avez des méthodes d'intervention dans les manifestations. Moi je vous pose des questions, j'essaie de comprendre quelle était votre place, et quel était votre rôle hier, voilà.

Voilà. Et Olivier Truchot d'oser: « Vous dites que vous êtes au-dessus des lois, c'est ce que j'ai compris de votre intervention. »

Mais ce n'est pas terminé, puisque le présentateur de BFM-TV tente une estocade: « Madame la députée, ça fait je crois plus de cinq minutes que nous parlons ensemble, vous n'avez pas eu un mot pour les 60 gendarmes qui ont été blessés. C'est pas le rôle d'une députée de soutenir les forces de l'ordre? » Et contre-attaque lorsqu'elle lui répond qu'elle est « extrêmement triste pour les forces de l'ordre » car « on [leur] demande de défendre des intérêts privés, alors que leur métier, le cœur de leur métier, c'est de défendre la population, c'est de défendre l'intérêt général ». Réplique d'Olivier Truchot: « Et vous les avez défendues par votre attitude ce week-end, vous? »

C'est encore en lui coupant la parole qu'il mettra fin à l'entretien, en la remerciant au passage « parce que finalement vous avez répondu aux questions de BFM, et on est là pour ça, c'est notre métier ». Mais de quel métier s'agit-il, précisément?

Cerise sur le gâteau: puisque le débat se poursuit en plateau, c'est l'expertise de Christophe Barbier qui est requise. Et c'est un feu d'artifice: « Les députés ont le droit d'aller sur le terrain, dans les prisons, dans les administrations. Ils ont le droit de contrôle mais ils n'ont pas le droit de participer de cette manière active. Parce qu'à partir du moment où on franchit un cordon, même les bras en l'air, pourquoi la fois suivante ne pas jeter un caillou? Ou un cocktail Molotov? »

Vertigineux. ■

# BÉRÉNICE LEVET, DERNIER AVATAR DE L'ÉDITOCRATIE

Quand les saillies de nos omniscients préférés (Barbier, BHL, Enthoven et consorts) se font plus rares, on se surprend à espérer l'émergence de nouveaux visages, l'ascension de nouvelles figures susceptibles de nous faire changer d'air. Las, le paysage médiatique semble voué à l'éternelle répétition du même. La preuve avec Bérénice Levet, dernier avatar de l'éditocratie.

## VOUS AVEZ DIT RADICALE?

Certes, s'insurger dans les médias contre « la dévotion à la "diversité" et aux "minorités" » n'est pas d'une folle originalité. Non plus que de dénoncer « la déferlante du mouvement #MeToo en 2017 puis, en 2020, à la suite de la mort de George Floyd aux États-Unis, la fièvre de Black Lives Matter,

*“Nous devons refuser de nous soumettre aux arrêts du wokisme et de son bras armé, la «cancel culture».”*

avec, dans les deux cas, une *généflexion obligée et ostentatoire.* » Mais cela vous campe le personnage, « philosophe et essayiste » de surcroît.

## UNE BELLE «CARRIÈRE MÉDIATIQUE»

Sa page Wikipédia évoque en tout cas sa « *carrière médiatique* ». À juste titre, car ayant finalement préféré l'exhibition narcissique sur les plateaux et à la radio au dur labeur des philosophes de profession, elle est volontiers « *entrée dans la polémique* » (*Front populaire*, février 2022), ce qui est encore la façon la plus sûre d'exister médiatiquement.

## PROFIL D'UNE ŒUVRE

Mais venons-en au fond de sa pensée, si l'on peut dire. Avant d'entrer dans l'œuvre, voici quelques titres des ouvrages commis ces dernières années : d'abord, *La Théorie du genre ou Le Monde rêvé des anges: l'identité sexuée comme malédiction*. Puis ce fut *Le Crépuscule des idoles progressistes*, prélude au téméraire *Libérons-nous du féminisme!*: *Nation française, galante et libertine, ne te renie pas!* S'ensuivit *L'Écologie ou*

*l'ivresse de la table rase* avant une audacieuse synthèse dans son tout dernier opus, *Le Courage de la dissidence*. De quoi donner le profil d'une pensée. Ajoutez à cela les principaux titres auxquels elle collabore – *Causeur*, *Valeurs Actuelles*, *L'Incorrect*, *La Revue des Deux Mondes*, *Commentaire* –, et le décor est planté. Quant aux institutions auxquelles Bérénice Levet s'est associée, qu'elles se nomment Centre Sèvres ou Institut Thomas-More, elles sont un savant mélange de libéralisme, de conservatisme et de catholicisme.

## KAMOULOX PERMANENT

Il faut bien l'admettre, pourtant : ses propos ne manquent pas de panache mais peut-être un peu d'originalité. Jugez plutôt : luttant contre « *l'infiltration des idéologies diversitaires et victimaires* » elle nous livre « *les raisons pour lesquelles nous devons refuser de nous soumettre aux arrêts du wokisme et de son bras armé, la "cancel culture"* ». De fait, « l'idéologie woke » vire à l'obsession – sans que l'on ne sache jamais de quoi il retourne, d'autant que, ô vertige, « *le wokisme a remplacé le marxisme* » selon elle. Les penseurs rigoureux en seront pour leurs frais puisque Bérénice Levet n'appartient visiblement pas à cette catégorie de philosophes en quête de définitions précises ou de comparaisons historiques



motivées. Mais qu'importe : en croisade contre tous les « *penchans totalitaires* », elle s'insurge notamment contre le « *totalitarisme vert* », sans que l'on sache non plus ce dont il s'agit exactement, à moins de s'apparenter à

«l'homme à trottinette», signe ultime à ses yeux de «l'immaturation des écologistes». Elle ne craint pas plus de s'élever contre le «totalitarisme féministe». Dotée d'un incontestable sens du timing et d'une audace certaine, elle redoute dès la fin octobre 2017, alors que les affaires Weinstein éclatent et que le mouvement Metoo prend de l'ampleur, «que le féminisme ne vive que "de la criminalisation des hommes"» (BFM-TV, 20 octobre 2017). Fustigeant «le grand récit intersectionnel» (?), elle n'a pas de mots assez durs pour «la redoutable Terreur féministe».

## VOUS N'AUREZ PAS SA LIBERTÉ DE PENSER

Rien que de normal dans l'éditocratie triomphante diront certains. Le fait que cette bouillie de pensée, fondée sur des «vérités» hors sol assénées sans la moindre enquête de terrain (elle plaide «l'enquête philosophique» ...), nous soit servie de plateaux en tribunes du soir au matin est inquiétant en soi. Mais qu'il finisse par faire oublier que dans les grands médias, on pourrait aussi bien avoir des intellectuels progressistes parlant de sujets précis en connaissance de cause est plus préoccupant encore. Comme le déplorait Pierre Bourdieu lors d'un passage à l'antenne célèbre, «la télévision a cette propriété extraordinaire qu'elle donne presque toujours la parole sur

## “Le wokisme a remplacé le marxisme..”

le monde social à ceux qui n'en connaissent rien et qu'elle donne très peu la parole à ceux qui pourraient en parler» (Arrêt sur images, 20 janvier 1996). Évidemment toutologue, comme la plupart de ses prédécesseurs ou homologues, Bérénice Levet est omniprésente dans les médias, et capable de dissenter *in abstracto* sur les sujets les plus divers. Faussement radicale mais vraiment réactionnaire, elle multiplie les plaidoyers sans âge ni auteur pour les idées majuscules: Liberté, République, Civilisation, etc., sans jamais oublier de vanter le modèle français «indifférent aux différences» qui «cultive sa passion du beau». Fermez le ban!

## L'EMPRISE DE L'ESSAYISME

Vent debout contre toutes les «modes» de l'époque (féminisme, écologie, inclusivité, pensée critique et progressiste en général), son indignation s'arrête néanmoins là où commence l'emprise des médias. Car s'il est un sujet sur lequel elle n'a rien à redire, ce sont bien les médias qui l'invitent si généreusement. On ne mord pas la main qui vous nourrit... Avoir micro ouvert chez Alain Finkielkraut ou chronique permanente

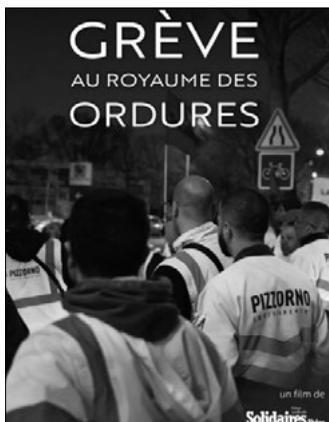
sur CNews, passe encore. Mais ses interventions ponctuelles sur le service public (France 5, France Inter) ont de quoi interroger. A-t-on réellement besoin d'offrir une vitrine supplémentaire à un discours aussi rance que convenu? Nul doute que ces nouvelles têtes de gondole rejoindront bientôt les oubliettes de l'histoire médiatique. Reste la petite musique de fond qui, au mieux insipide et au pire ultra conservatrice (avec l'«essayisme» en guise de paravent), risque d'envahir et de polluer le débat public encore longtemps. C'est parce que ces discours en apparence détonants sont en réalité rebattus qu'ils sont si bien accueillis par les médias mainstream. Le plus regrettable, c'est que Bérénice Levet, à l'instar d'autres élocuteurs de ses amis (P. Bruckner, M. Onfray, J. Julliard, entre autres...), occulte ceux qui font réellement profession de penser. Si la «liquidation d'une civilisation» est aujourd'hui effectivement à craindre, c'est d'abord et avant tout à cause de l'emprise du champ et des logiques journalistiques sur le champ intellectuel et le service public de l'information. ■



# FILMER LA GRÈVE, «UN OUTIL POUR PESER DANS LE RAPPORT DE FORCE»

Entretien avec Lina Cardenas  
et Jordane Burnot.<sup>1</sup>

**E**n avril 2019, une grève des éboueurs de l'entreprise Pizzorno éclate à Vénissieux. Pendant les 17 jours que dure cette grève, la doctorante en sociologie Lina Cardenas filme le quotidien du piquet de grève et enregistre une série d'entretiens avec les travailleurs. De ce travail naît le documentaire «Grève au royaume des ordures», coréalisé avec Jordane Burnot, et un article intitulé «Caméra aux poings. Images dans la grève: des usages pluriels dans la lutte syndicale» (*Images du travail, travail des images*, n°12, février 2022), sur la construction médiatique de la grève et la place de l'image dans la construction d'un rapport de force.



**Comment avez-vous été amenées à suivre cette grève des éboueurs de l'entreprise Pizzorno à Vénissieux, en avril 2019?**

**Lina Cardenas:** Je travaille sur la formation syndicale à l'union syndicale Solidaires. J'ai été amenée à suivre cette grève dans le cadre de ma thèse, je m'intéresse aux acteurs qui contribuent à organiser

ce type de grève, de mobilisation. J'ai accompagné la lutte en tant que doctorante mais aussi en tant que militante sur les piquets de grève.

**Jordane Burnot:** J'ai suivi la grève de loin, et je suis arrivée dans un second temps de la réalisation. C'est Lina qui a fait la plupart des images sur le piquet de grève. Au départ, l'idée n'était pas forcément de faire un documentaire, mais Lina avait tourné assez d'images pour faire un film, alors le syndicat a souhaité produire un format plus long. Je suis arrivée au moment de mettre en forme toutes ces images pour en faire un documentaire. Aujourd'hui, on est encore en train de les utiliser autrement, notamment dans le cadre de la formation syndicale.

**Lina, tu es arrivée sur le piquet de grève directement avec l'envie de filmer, ou ça a été une demande des grévistes pour contrebalancer le traitement médiatique qui était fait de la mobilisation?**

**L. C.:** Ce n'était pas une demande des grévistes. J'utilise l'image, la caméra comme une méthode d'enquête, je l'utilisais déjà sur mon terrain, sur des mobilisations, des formations, différents types d'espaces syndicaux et militants. Et c'est aussi parce

<sup>1</sup>. Cet entretien a été publié le 25 août 2022 sur le site d'Acrimed.

qu'au sein de l'organisation syndicale Solidaires, il y a une volonté de filmer les luttes, les formations et de rendre compte de l'activité des militants. Mais dans cette grève, c'est moi qui ai dit aux militants: «On va aller sur le piquet, je vais prendre la caméra, on verra ce que ça donne, ça créera au moins un outil de mémoire interne.» Au début les salarié.es en grève me prenaient pour une journaliste.

### Tu étais accueillie comment, quand on te prenait pour une journaliste?

**L. C.:** C'était plutôt un bon accueil, mais pour moi un peu gênant parce qu'ils pensaient que j'étais le relai des médias, que leur lutte allait apparaître dans la presse. Sauf que j'arrivais, je disais: «J'ai une grosse caméra mais désolé, c'est que pour les archives du syndicat, au mieux pour un documentaire.» Concernant le fait de les filmer, certains n'ont pas eu de problème pour apparaître dans les images. Pour d'autres, j'ai dû discuter avec eux sur le piquet de grève pendant plusieurs jours avant de réussir à faire des entretiens sur leur quotidien, leur vie, etc. De manière générale j'ai été très bien accueillie avec ma caméra, et puis le fait qu'ils pensent que j'étais une journaliste montre qu'ils souhaitent la présence de journalistes pour avoir un relai médiatique de leur lutte.

### C'est un paradoxe que vous notez dans l'article. Il y a à la fois un traitement défavorable et caricatural de la grève et malgré ce traitement, une volonté de la part des grévistes de voir venir les journalistes...

**J. B.:** J'ai travaillé sur pas mal d'autres luttes et c'est quand même une constante, notamment sur la présence d'une caméra dans les luttes. Il y a en effet une défiance quant au traitement de la lutte, mais il y a aussi une volonté de témoigner d'une manière générale, et aussi de se servir des médias pour peser dans le rapport de force. Parce qu'aujourd'hui, c'est un vecteur essentiel des luttes, et même avec une bonne médiatisation – je pense notamment à la médiatisation de la grève des femmes de chambre de l'Ibis Batignolles –, c'est parfois très long d'obtenir une victoire. Je ne sais pas si c'est tant paradoxal que ça, c'est le résultat de ce qu'est en effet le traitement médiatique des luttes par les médias mainstream, mais c'est

aussi la conscience que ce traitement-là est fondamental pour la victoire. Ce qui est paradoxal, c'est que les journalistes qui s'intéressent aux luttes font rarement le travail de fond. Ils regardent le conflit social sous le même angle, sans le mettre en perspective ni s'interroger sur celles et ceux qui participent à la lutte. Même quand ils vont sur le piquet de grève, ils restent très peu de temps. C'est précisément le temps long qui permet de faire émerger une parole intéressante et un peu moins formatée. C'est aussi comme ça que la confiance émerge... Lina est restée toute la grève sur le piquet, elle était là à 6h du matin, elle restait toute la matinée, et c'est là qu'un rapport différent se crée et qui permet le documentaire. Mais les journalistes, ils viennent, ils restent très peu de temps, ils attendent une petite phrase choc, leur sujet va durer 3 minutes, si c'est un papier il va faire 3 lignes et il va y avoir une citation, en général sans grand intérêt, sans grand rapport avec la lutte. Quelque chose d'un peu spectaculaire. Ça c'est toute la différence entre la démarche que nous on a sur les luttes quand on les filme, et une démarche journalistique mainstream.

**L. C.:** Dans la préparation des luttes et dans les outils qui peuvent être investis, il y a toujours la place des médias, certes on sait qu'ils vont avoir un traitement qui n'est pas celui qu'on veut mais en fait, ça fait peur à l'employeur, il déteste apparaître dans la presse, à côté du mot «grève», à côté du mot «revendication». Donc c'est vraiment un outil, pour menacer le patron: «si vous n'écoutez pas nos revendications, on va appeler les médias», il déteste ça. Un exemple: quand la grève a commencé à l'entreprise de Vénissieux, ils ont enlevé directement le panneau avec l'enseigne de l'entreprise. Il était immense à l'entrée. L'image est quelque chose de très important pour l'entreprise, et le fait que moi j'arrive avec une caméra, ils détestaient ça. Je ne pouvais pas filmer le patron, je n'avais pas le droit de rentrer dans l'entreprise, et l'huissière m'a demandé de sortir de façon assez menaçante. Même si elle est négative, limitée, ou superficielle, l'image est un outil pour peser dans le rapport de force.

### Les grévistes ont-ils eu la parole dans la presse locale? Et quelle était la part de la parole du patron en comparaison avec la parole des grévistes?

**J. B.:** Cette grève connaît à peu près le même traitement que les autres grèves locales. Si on regarde ce qui paraît dans la presse à Marseille (car il y a souvent des grèves d'éboueurs), on observe les mêmes

dynamiques. D'une manière générale, la parole est très peu donnée aux acteurs du conflit. C'est sur le désagrément pour les usagers que le traitement médiatique se concentre, dans la plupart des cas, avec des photos des poubelles dehors, les conséquences (les rats), et même au JT de France 3, ce sont des longs plans sur des poubelles très remplies et des commentaires qui expliquent à quel point c'est difficile pour les usagers, et que ça commence à poser des problèmes sanitaires. Cette grève d'éboueurs n'échappe pas du tout à cette règle.

---

**“Les journalistes qui s'intéressent aux luttes font rarement le travail de fond.”**

---

**L. C.:** En effet, la parole des grévistes est absente de manière générale. Par contre, il y a des moments où elle apparaît. Par exemple quand David Kimelfeld, le président de la métropole de Lyon, commence à dire: «Pizzorno, si vous ne tenez pas vos engagements du marché, il va y avoir des sanctions». À ce moment-là, il se réunit avec le directeur de l'entreprise pour parler de comment ils vont continuer à tenir le service, mais on trouve très peu, dans la presse, les préoccupations pour les conditions de travail. Au moment où les dix grévistes sont assignés au tribunal par l'employeur pour atteinte à la liberté de travail et diffamation (entre autres), on voit de nouveau la parole de l'employeur émerger (en disant que «la grève est légale, mais pas dans ce cas, car elle entrave la liberté de travail»), mais apparaît également le discours des représentants des salariés. La parole des éboueurs en grève est plutôt absente, mais elle apparaît à des moments un peu forts du conflit. Mais ce ne sont pas les moments routiniers, quotidiens, ce sont les moments où il y a un spectacle, il y a le tribunal, des scènes particulières, c'est là où on va avoir une parole des deux côtés.

**J. B.:** Les grèves locales de toute façon sont très peu relayées dans la presse nationale, et dans la presse locale, c'est toujours trois lignes. Ce sont des formats qui ne permettent pas de faire une information digne de ce nom.

**Il y a eu une conférence de presse organisée par les grévistes. Est-ce que cette conférence a eu un effet sur le traitement médiatique?**

**L. C.:** Je n'ai pas eu l'impression en lisant les articles de presse que ça avait changé quoi que ce soit dans le traitement de la presse locale, il n'y a pas eu de mise en avant de la parole sur les conditions de travail.

**J. B.:** Ça n'a pas eu d'effet médiatique, alors même qu'il y avait des discours très forts, qui disent des choses de la société d'aujourd'hui, de l'organisation du service public, de la sous-traitance, des conditions de travail des plus précaires, des «héros du nettoyage». Là où ça a opéré quelque chose d'intéressant, c'est sur la prise de conscience par les grévistes eux-mêmes, les travailleurs, les gens du syndicat qui étaient là, de l'importance de leur propre parole.

**L. C.:** Rue89 Lyon a fait un dossier intéressant, mais le reste, pas du tout.

**Quelle a été l'influence sur le traitement médiatique de la production d'images par les grévistes et toi Lina? Ont-ils, grâce à ces images, réussi à mettre leur lutte à l'agenda médiatique?**

**L. C.:** La présence de la caméra en soi, c'est dérangeant. L'employeur se demande aussi si je suis une journaliste, donc il pense qu'il y a une journaliste qui vient tous les jours à 5h du matin sur le piquet de grève, et moi je joue là-dessus. Je filme tout ce qu'il se dit. Parfois, j'ai même dit que j'étais journaliste. Ce qui a été aussi intéressant, c'est qu'un militant de Solidaires a tenu tous les jours un fil Twitter actualisé. C'est un outil qui n'est pas très investi par l'organisation syndicale et encore moins par les grévistes, c'est un militant qui est là en soutien qui a été d'une énorme importance pour la médiatisation de la grève. Du coup, tous les jours, il y avait une info, à partir de 5/6h du matin. Ça a été repris et par des journalistes et par des habitants. Ça a permis de créer un lien avec les habitants. Je l'ai analysé comme ça, sur le moment, ça a joué un rôle super important dans le rapport de force. Et en fait, sur la question de l'image, un des éléments dans le protocole de fin de conflit c'était d'enlever les drapeaux syndicaux à l'entrée de l'entreprise. Que ce soit inscrit dans le protocole de fin de conflit dit beaucoup sur la peur qu'ils ont que cette lutte soit relayée dans les médias et les réseaux sociaux propres aux acteurs de la grève.

**J. B.:** Ils ne devaient pas médiatiser ce qu'ils ont obtenu, c'est noté noir sur blanc dans le protocole d'accord.

**L. C.:** Ils ne voulaient pas qu'on communique sur la grève, sur ce qui a été obtenu. Mais grâce à la médiatisation il y a eu des contacts avec d'autres villes où il y a l'entreprise. Des travailleurs qui voulaient aussi créer des sections syndicales à Pizzorno.

### L'usage des réseaux sociaux permet parfois de mettre à l'agenda médiatique des questions qui étaient complètement invisibles des journalistes...

**L. C.:** On le dit dans l'article. Les images du compte Twitter de Solidaires Rhône ont été utilisées dans le dossier du tribunal judiciaire. Il y a eu quand même un usage des images de Twitter dans d'autres arènes de la lutte.

**J. B.:** Très récemment, quand il y a eu la tentative de dissolution d'un groupe antifasciste (Groupe antifasciste Lyon et environs – Gale), le dossier pour la dissolution du groupe était constitué presque uniquement de citations des réseaux sociaux. C'était pareil pour le collectif Palestine Vaincra. C'est la preuve que les réseaux sociaux deviennent un acteur absolument central des luttes, y compris du point de vue du pouvoir, qui pense que le danger vient davantage de là que de la rue, finalement.

**L. C.:** Les journalistes reprenaient les informations du compte Twitter, soit pour les paraphraser dans certains articles soit pour illustrer. Ce qui était assez drôle parce qu'on se disait que finalement on fait le boulot des journalistes. Ça peut être bien parce que parfois ils relaient nos propres informations.

**J. B.:** Ils ne font plus d'enquête...

### Deux intérêts se rencontrent. Les grévistes ont tout intérêt de voir leurs infos reprises telles quelles, et les journalistes n'ont tellement plus de moyens matériels, humains, de temps pour travailler, qu'ils ont intérêt à recevoir des infos prémâchées.

**L. C.:** Ça me fait penser à la relation avec les journalistes qui sont venus. Il y a différents types de relation: par mail, il y a une liste établie auparavant pour envoyer les communiqués de presse. Mais il y a eu des journalistes qui se sont déplacés, c'étaient des pigistes. C'était intéressant, parce qu'au final, on parlait de leurs conditions de travail. Pourquoi ils ne pouvaient pas faire leur travail? Pourquoi avaient-ils repris des images que moi j'avais faites?

### Comment permet-on à des gens qui ne sont pas des professionnels de la parole publique de s'exprimer, alors qu'ils ont tendance à considérer leur parole comme non légitime?

**L. C.:** Déjà, j'ai beaucoup discuté avec les grévistes, avant de poser des questions sur leur quotidien. Il y a un lien de confiance qui s'est créé, du fait de ma présence, ils voient que je suis une alliée, et pas une journaliste qui va reproduire leur parole de

façon déformée. Même s'il y a entre eux et les journalistes cette relation de besoin et de crainte. Je pense que pendant ma thèse et mon militantisme, j'ai été beaucoup avec des militants qui donnent une importance énorme à la parole sur le quotidien du travail. Je pense que ça m'a influencée, sur comment poser des questions, quels types de question poser, comment interroger les gens et les mettre en confiance. Au début, je demande. On me répond directement: «Je n'ai rien à dire, ce n'est pas intéressant, je ne saurai pas répondre à tes questions», etc. Moi je dis: «Si, c'est sur ton quotidien, ton travail, tu n'auras aucun problème à répondre.» Sinon ils te renvoient vers le représentant syndical. C'est lui qui va répondre. Et de fait, les journalistes qui sont venus sur le piquet, ils interrogeaient le représentant. Je voulais aller au-delà de ça, dans le documentaire on a voulu limiter les images ou les interviews des représentants, dans l'idée de donner la parole aux autres salariés. Donc concrètement, j'allais leur parler, leur

demander de filmer. «Est-ce que tu peux me raconter ta dernière journée de travail, qu'est-ce qu'il s'est passé hier ou avant de commencer la grève?» Donc des questions très concrètes, et les grévistes se mettaient à parler des accidents de travail, de ce qui leur était arrivé la semaine dernière, de leurs chaussures,

vraiment de choses précises. Et puis, à un moment donné, je leur ai donné le micro. «En fait, c'est toi qui sais mieux poser les questions.» Je suis tombée sur quelqu'un qui s'est pris au jeu, qui a voulu interroger ses collègues.

**J. B.:** Au bout d'un moment, tu donnes le micro à un gréviste, mais parce que ça fait déjà un moment qu'il te suit et à chaque fois que les autres répondent ils reposent des questions parce qu'il sait mieux que toi sur quoi rebondir, parce que c'est son quotidien à lui.

**L. C.:** Ça m'a semblé super intéressant, parce que de fait, je connaissais la lutte, leurs conditions de travail mais, par exemple, quand un des salariés raconte qu'il s'est brûlé, le salarié qui l'interroge rebondit et demande: «Et le lendemain, ils t'ont dit quoi? Ni un merci, ni un machin?» Peut-être que j'aurais rebondi, mais pas forcément. Le fait de leur avoir donné la caméra m'a permis de savoir quelles autres questions je pouvais poser. Mais ça a aussi joué dans la libération de la parole et la mise en confiance, c'est leur collègue qui les interroge donc c'est plus facile.

---

**“C'est le temps long qui permet de faire émerger une parole intéressante et un peu moins formatée.”**

---

## **Vous avez tourné une journée de ramassage des ordures. Pourquoi ça a été nécessaire d'aller montrer leur quotidien, au-delà des entretiens ?**

**J. B.:** Il y avait énormément d'images sur le piquet, on avait quand même envie de montrer les gestes du travail, les bruits. Pour nous, c'était important de montrer le corps au travail. La grève c'est l'inverse du quotidien du boulot. Pour les filmer, on est passées par les grévistes, qui étaient très contents qu'on vienne les filmer, mais parce qu'on ne faisait pas un truc misérabiliste. Ils savaient que c'était pour parler de leur lutte et illustrer leur travail.

## **Quelle a été la réception du documentaire par les grévistes ?**

**L. C.:** On a organisé une projection avec les grévistes, entre les confinements. J'ai filmé la réception du film. Il y avait de l'émotion de la part des grévistes, c'est la remémoration d'un moment collectif important et difficile. Ceux qui ont pris la parole pendant la projection ont dit avoir vécu de nouveau le moment. Ils ont mis l'accent sur le fait que le moment de grève leur a permis de faire connaissance, vu qu'il y a différentes tournées et horaires. La projection a également été une discussion sur comment la grève s'est organisée et qu'est-ce qu'elle a permis. Ils insistaient sur ça, de se rendre compte qu'ils ont des conditions de travail similaires. Pour beaucoup, c'était la première grève, ils ont vécu ça comme un moment important d'apprentissage.

**J. B.:** Sur le plus long terme et sur la construction d'un récit, il y a un truc qu'on ne dit pas dans l'article, mais que j'ai beaucoup vu. Y compris là, même le récit qu'on a fait avec ce documentaire, qui est plus intime, qui explore un peu plus la réalité du travail des éboueurs, il fige aussi un moment donné un récit. Sur d'autres films que j'ai fait sur des luttes, je me dis toujours que moi aussi je suis en train de livrer une vérité autour de cette lutte, qui elle va rester, encore plus longtemps que les articles de presse, parce que ce sont des objets qui ont une durée de vie normalement plus longue. Je trouve que c'est une question, quand on produit des images avec une autre perspective que les images hégémoniques, qui est intéressante à soulever, et avec laquelle il faut être vigilantes. Nous aussi, avec ce film, on a produit un récit de cette grève. Dans quelques années, pour les propres grévistes, leur mémoire va

---

**“C'est sur le désagrément pour les usagers que le traitement médiatique se concentre dans la plupart des cas.”**

---

être influencée par le re-visionnage du film. Quand tu produis des images, y compris avec les meilleures intentions du monde, c'est quelque chose dont il faut avoir conscience.

**L. C.:** Ce récit de la lutte a été retravaillé avec les propres acteurs. C'était collectif, donc il y avait des choses qu'il fallait enlever ou pas trop montrer, et ça, ça rejoint la problématique de la place des acteurs. Que fait le syndicaliste, qui n'est pas dans l'entreprise, qui joue un rôle très important pour certaines choses, comme par exemple tenir les médias sociaux (Twitter)? Une fois que cet acteur part, il n'y a plus l'usage de Twitter, donc comment on fait? La parole, aussi: qui est en mesure de prendre la parole? On se rend compte que c'est surtout les militants qui viennent de l'extérieur, parce qu'ils ont déjà vécu plein de grèves, parce qu'ils savent certaines choses que les nouveaux grévistes ne savent pas, et parce que les grévistes attendent de cette figure extérieure, un peu experte, qu'on leur dise ce qu'il faut faire. Ce n'est pas facile parfois de savoir quelle place doivent avoir ces acteurs extérieurs. Mais du coup, ça crée derrière, pour le montage, des choix. On a dû à des moments discuter: peut-être que l'animateur syndical qui vient de l'extérieur, on l'enlève un petit peu pour favoriser l'image des grévistes. Ça pose des questions qui ne sont pas faciles à résoudre. Le choix, ça a été de donner toute la place aux acteurs de la grève, aux principaux concernés. C'est pour ça qu'on a eu cette démarche de leur donner la parole. Mais c'est sûr que le documentaire peut être construit autrement avec une place plus importante d'autres acteurs de la grève. On construit une image de la lutte et des valeurs de l'organisation syndicale.

**J. B.:** Quand tu fais un film, ce sont des questions qui arrivent toujours. Il y a des choix qu'il faut assumer. Quand je fais des films sur des luttes, de manière consciente, j'invisibilise une partie des acteurs parce que je pense qu'ils ont voix au chapitre partout, et j'arrive aussi avec une conception de la lutte. Elle change souvent au contact des gens. J'ai fait un film sur un squat à Lyon, il y avait plein de militants blancs en soutien, ils apparaissent très peu dans le film. Ils disparaissent par rapport à leur présence constante. C'est choisir un point de vue qui est moins défendu. C'est un parti pris important pour moi. ■

# LA CONCENTRATION DES MÉDIAS EN DÉBAT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**L**e 16 novembre, la commission des affaires culturelles a examiné – puis voté contre – une proposition de loi « visant à mettre fin à la concentration dans les médias et l'industrie culturelle », signée par les 75 députés du groupe LFI-Nupes.

La proposition de loi proposait deux mesures :

1/ Les articles 1, 2 et 3 visaient à « limiter l'accès au capital des médias les plus significatifs. Cela se fera par le biais d'un droit d'agrément par le Comité Économique et

*Social qui concernera toutes les entreprises de plus de 11 salariés qui touchent un certain niveau d'audience – le seuil sera défini ultérieurement par décret. »* Seraient concernées la presse papier, les radios, les télévisions, mais aussi l'édition (y compris « les entreprises de distribution et d'importation de livres »).

2/ L'article 4 permettait, lui, l'interdiction de « toute prise de contrôle de plus de 20 % du capital dans les médias les plus significatifs. Cela concernera les entreprises à partir d'un certain niveau d'audience – le seuil sera également défini ultérieurement par décret. Les entreprises concernées sont celles des secteurs de la presse papier ou en ligne, de télévision, radio ou encore de plateforme de partage de contenu, de fournisseur d'accès à internet, du secteur de

*l'édition ou de la distribution de livres, du secteur de la publicité qui toucherait plus d'un certain nombre de personnes dans l'exercice de l'une de ces activités. »*

Une proposition « modeste », selon les mots-mêmes de la rapporteure Clémentine Autain (LFI) : la transformation des médias nécessiterait bien d'autres mesures, et cette proposition ne serait « pas rétroactive ».

Cependant, une proposition relativement radicale, comme l'article 4, mettrait un frein à la concentration des médias pour l'avenir, puisqu'un milliardaire ne pourrait plus contrôler plusieurs médias. Notons toutefois qu'elle ne remettrait pas en cause la financiarisation du secteur médiatique : chaque milliardaire pourrait toujours avoir son média (et inversement).<sup>1</sup>

**« L'INFORMATION EST UN BIEN PUBLIC FONDAMENTAL »**

Soutenue par les députés de la Nupes, mais pas par ceux de la majorité présidentielle, ni par ceux des groupes LR et RN, la proposition de loi et les amendements déposés n'ont donc pas été votés par la commission des affaires culturelles. Faut-il pour autant considérer cette tentative comme un coup d'épée dans l'eau ? On peut, au contraire, se satisfaire de voir la question

*« En quoi des salariés seraient-ils plus neutres que des actionnaires ? »*

Alexandre Portier, député LR.



N° 327

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

SEIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 11 octobre 2022.

## PROPOSITION DE LOI

visant à mettre fin à la concentration dans les médias et l'industrie culturelle,

médiatique abordée dans le champ politique... comme une question politique.

De ce point de vue, il est notable que la plupart des prises de parole – et l'exposé des motifs lui-même – aient rappelé l'enjeu démocratique que posent l'information et le journalisme. Cependant, si les députés de la Nupes présents ce jour-là ont pris position contre la concentration des médias, on ne peut pas en dire autant pour ceux des autres groupes.

### «LA CONCENTRATION DANS LES MÉDIAS [...] EST UNE NÉCESSITÉ D'INTÉRÊT NATIONAL»

«La majorité présidentielle se préoccupe de ce sujet autant que vous. Nous sommes inquiets et vigilants sur le pluralisme, la qualité et l'indépendance de nos médias», dira ainsi la députée Renaissance Violette Spillebout... avant de voter contre et de renvoyer aux «États généraux du droit à l'information», promis par la ministre de la Culture en juillet 2022. «Le groupe Démocrates sera en défaveur de cette proposition de loi, mais souhaite que nos débats de ce jour puissent ouvrir une plus grande réflexion, qui mènerait à une actualisation efficace de la loi», suivra la députée Modem Sophie Mette, renvoyant elle aussi la discussion à plus tard. À suivre...

Le député LR Alexandre Portier votera contre, lui

### «Ne devrions-nous pas encourager la création d'un grand groupe français via une concentration inéluctable?»

Philippe Ballard, député RN.

aussi: «Vous vous plaignez du rôle politique que peuvent exercer les propriétaires des médias, mais nous doutons sérieusement que le comité social et économique soit la réponse appropriée. En quoi des salariés seraient-ils plus neutres que des actionnaires?»

Enfin, le Rassemblement national s'est clairement prononcé pour la concentration privée des médias. Par la voix d'Alexandre Loubet d'abord: «Votre proposition menace gravement le secteur français des médias et des industries culturelles. [...] Il est évident que notre pays doit disposer de champions nationaux. La concentration dans les médias et dans l'industrie culturelle [...] est donc, à ce titre, une nécessité d'intérêt national», puis de rappeler que «pour lutter contre les concentrations abusives, Marine Le Pen propose la privatisation du service public de l'audiovisuel.» Puis par celle de l'ancien journaliste (LCI) Philippe Ballard: «Certes, une concentration entre quelques mains de médias peut représenter

un danger, surtout lorsque les acteurs étrangers entrent dans la danse. Une autre manière de voir les choses est aussi de s'interroger [...]: face aux mastodontes américains [...], sans parler des géants chinois de demain, ne devrions-nous pas encourager la création d'un grand groupe français via une concentration inéluctable [...]?»

\*\*\*

La veille, Clémentine Autain présentait la proposition de loi comme une première étape, et annonçait la mise en place d'un «groupe de travail inter-Nupes, qui vise à [...] proposer, dans les mois qui viennent, une loi plus globale contre la concentration des médias, mais pour le pluralisme dans les médias, [...] et aussi pour un audiovisuel public digne de ce nom». «Une grande loi cadre», précisait-elle le 16 novembre en commission, avec «tout un panel à réviser: les critères pour les aides publiques, les cahiers des charges, l'audiovisuel public à renforcer pour qu'il soit populaire et de très haut niveau, encadrer la publicité, donner de nouveaux droits pour les journalistes»... ■

1. L'article 4 débute ainsi: «Dès lors qu'une même personne physique ou morale détient [...] une fraction du capital de plus d'une des sociétés mentionnées ci-après, cette fraction ne peut excéder 20 % du capital de chacune de ces sociétés.»

# LCI MULTIPLIE LES INTOX

En deux épisodes.

## ÉPISODE 1: «IL N'Y A PAS EU DE MANIFESTATION CE WEEK-END»

Le 5 septembre 2022, LCI a cru lever un lièvre en repérant un énième «montage bidon de la télé russe». Tel est pris qui croyait prendre: le «montage bidon» n'en était pas un.

La séquence est tirée de l'émission «Un Œil sur le monde». D'abord, un extrait de la chaîne de télévision Russia One, notamment sa deuxième partie, traduit par LCI:

*Paris gronde. Samedi des centaines de manifestants sont descendus dans les rues de la capitale française. Les participants à l'action «Résistance» protestaient contre la politique des autorités qui, selon eux, n'aident en rien la population à supporter les conséquences de la crise économique. Dans leur bouche, un seul slogan: Macron démission!*

Et Julien Arnaud d'enchaîner, goguenard: «Et voilà, il y a pas eu de manifestation ce week-end, ce n'est pas du tout vrai! Magali Barthes, on est en plein ici dans la propagande russe auprès du peuple russe.» Magali Barthes acquiesce: «Oui pour leur faire croire qu'en effet l'Europe se divise [...]. On voit bien la façon dont ils ont de détourner les images, y mettre leurs propres sous-titres [...].»

Or, contrairement aux affirmations de LCI, la manifestation en question avait bel et bien eu lieu. Joli!

Le lendemain (6 sept.), Julien Arnaud fait acte de contrition:

*D'un mot je voudrais revenir sur l'émission d'hier, parce que nous avons commis une erreur hier. Nous avons montré les images d'une manifestation en France en disant que c'était des images d'archives présentées par la télévision russe. Ce n'était pas le cas, ce n'était pas des images d'archives, c'était bien des images du week-end. Une manifestation qui a bien eu lieu, à l'appel de Florian Philippot et de son mouvement Les Patriotes. Je vous prie de bien vouloir nous excuser évidemment et je vous garantis désormais une vigilance renforcée.*

## ÉPISODE 2: «ON VA ÉTABLIR LA VÉRITÉ DES CHIFFRES»

«Je vous garantis désormais une vigilance renforcée» clamait donc Julien Arnaud le 6 septembre. Patatras, une semaine plus tard, son acolyte David Pujadas – et son équipe – se font les chefs d'orchestre d'un odieux concert de désinformation...

Ainsi, dans son émission «24H Pujadas» du 12 septembre, David Pujadas annonce investir «ce débat brûlant» qui va servir de «toile de fond du débat

1. Le site Service public indique que le droit au RSA ne peut être ouvert que lorsque «le montant [des] revenus est inférieur au montant forfaitaire» de ce dernier.

## «Je vous prie de bien vouloir nous excuser évidemment et je vous garantis désormais une vigilance renforcée.»

Julien Arnaud

de la réforme sur l'assurance chômage», à savoir la différence de revenus issus de «l'assistance» et ceux issus de l'emploi...

Et d'introduire ainsi: «Cette différence est-elle trop peu marquée pour encourager le retour à l'emploi?»

Sujet «brûlant» s'il en est, puisqu'il s'agit de répondre à la question: «Y a-t-il oui ou non des situations où l'avantage financier à travailler n'est pas si évident par [rapport à] l'avantage financier à ne pas travailler?» Et de plastronner: «On va établir la vérité des chiffres».

S'ensuivent alors «Les indispensables», une séquence préparée par Quentin Bérichel, un «petit travail de mise à plat» précise Pujadas, qui s'est fait avec l'aide de Pascal Perri, éditeur économique de LCI... Une précision qui n'est pas anodine, comme on va le voir.

Sont alors présentés «deux cas concrets», résumés sous forme d'infographies, comparant les revenus d'une personne seule au Smic et ceux d'un chômeur (tous deux avec 2 enfants), puis ceux de deux couples (tous deux avec 2 enfants), au Smic pour l'un et au chômage pour l'autre.

Dans le premier cas, la situation ne permettant pas d'attester un «avantage financier à ne pas travailler», Pascal Perri explique qu'«il y a des situations différentes entre les travailleurs et les chômeurs. Puisque lorsque l'on est travailleur, des frais supplémentaires s'ajoutent, dans bien des cas.» Car «le plus choquant dans tout ça – comme il l'énoncera plus tard – c'est que, pour aller travailler, il faut investir»: «Exemple avec la garde d'enfants.

[...] il faut également compter les frais de transport». C'est bien connu, les chômeurs restent à la maison et se déplacent tous gratuitement!

L'éditorialiste économique de LCI poursuit et va jusqu'à affirmer – sans être contredit: «Les personnes qui sont par exemple au RSA peuvent bénéficier de l'Aide médicale d'État. Ya pas de reste à charge pour ces personnes. C'est un avantage additionnel [...] Elles peuvent bénéficier de la gratuité des transports publics. Donc on a malgré tout en France un certain nombre de dispositifs qui aggravent encore le différentiel». Confusion à tous les niveaux: le chômeur devient un allocataire du RSA; la complémentaire santé solidaire (ex-CMU) devient l'AME.

Dans le second cas, le diagnostic de LCI est encore plus bidon, la situation du couple de chômeurs étant complètement faussée par les 688€ de RSA... auxquels ils n'ont en fait pas droit<sup>4</sup>. Par ailleurs, l'organisation ATD Quart Monde «a refait le calcul» et repéré d'autres anomalies (Twitter, 15 sept.).

Aucuns des invités présents sur le plateau, parmi lesquels Thomas Legrand (France Inter et éditorialiste à Libération), n'osera relever pareilles bévues –





“**Tout ça est tout à fait vrai.**”

Thomas Legrand

pire, ce dernier ira jusqu'à dire que ces « chiffres sont imparables » et que « tout ça est tout à fait vrai ».

Pascal Perri a donc tout loisir d'asséner : « À l'évidence on a un écart qui est très insuffisant. La question que vous posez c'est : est-ce que c'est incitatif à prendre un boulot ? C'est la seule question que l'on doit se poser ». Et David Pujadas d'insister : « Encore une fois on ne préjuge pas du comportement de ceux qui cherchent un emploi », « pas du tout » répète Pascal Perri... ou encore « on n'oppose personne ». Assurément !

Le cadre, totalement fallacieux, d'un débat qui n'en est plus un, est alors posé par le maître de cérémonie : « Mais simplement, si on est rationnel et du point de vue des politiques publiques, est-ce qu'il n'y a pas un problème d'incitation insuffisante [...] Est-ce qu'on peut se dire que [...] cet écart est insuffisant [...], qu'en pensez-vous ? »

Sûrement fier de sa démonstration, qui s'apparente ici clairement à de la manipulation, Pascal Perri peut conclure, le sourire en coin : « Vive le travail ! » Sauf quand celui-ci est – une fois de plus – bâclé, voire proprement mensonger !

Trois jours plus tard, David Pujadas et Pascal Perri reviennent sur la séquence (15 sept.) :

David Pujadas : Une précision en forme de correction : quand on fait une erreur, il faut d'abord le reconnaître, le dire et la corriger...

Pascal Perri, en fond : Oui... Oui... Absolument !

D. P. : C'est le contrat de confiance. Donc vous nous dites, Pascal, qu'il y a eu une erreur sur l'un des tableaux quand on a évoqué la comparaison entre les revenus du travail et de l'assistance ?

P. P. : On a commis une erreur qui n'emporte pas de conséquence sur le fond... Simplement, on a considéré, vous vous rappelez peut-être le contexte : on comparait un couple avec deux enfants au Smic et un couple avec deux enfants bénéficiant des revenus de l'assistance. Et nous avons considéré dans notre calcul, c'est là

qu'on a commis une erreur, qu'il y avait deux RSA. Un RSA A et un RSA B dans le couple qui bénéficie de l'assistance sociale. Or il y a un RSA familial, qui est moins important. Et donc il fallait retenir... alors dans le premier cas, au Smic, ça ne change pas. Il y a toujours une prime d'activité: on a mis 200 euros parce qu'il y a deux personnes...

**D. P. :** RSA ou Aide au retour à l'emploi, plus précisément...

**P. P. :** C'est ça... Et... et on a une Aide au retour à l'emploi qui est supérieure au RSA, c'est pour ça qu'elle se substitue au RSA, plus des APL, donc on a refait la simulation cet après-midi, ça donne un écart de 552 euros en faveur du travail. Alors [pointant du doigt], on n'a pas tenu compte davantage d'un autre élément... J'ajoute, puisque les remarques qui nous ont été faites nous donnent l'occasion de compléter ces tableaux... le couple qui bénéficie des minimas sociaux bénéficie également de la Complémentaire Santé Solidarité, avec zéro reste à charge, de la gratuité des transports publics, puisqu'elle est éligible au forfait solidarité transport, en bénéficiant ou de l'ARE ou du RSA, et au tarif social de l'électricité puisqu'elle est éligible à la complémentaire santé. C'est très compliqué tout ça, de temps en temps on commet des indécidables, des erreurs, qu'il y ait des anomalies dans nos calculs... Mais tout ceci réduit donc finalement les écarts qu'on a montrés. Euh... Aller travailler ça coûte cher, rester chez soi ça coûte moins cher. La démonstration reste à mon sens pertinente... les revenus... vous vous ferez votre avis...

**D. P. :** Oui, le débat reste ouvert!

**P. P. :** Bien sûr!

**D. P. :** Mais c'est vrai que c'est bien de donner les vrais chiffres et on a donné un chiffre légèrement supérieur au couple qui ne travaillait pas, en fait il est inférieur de 550 euros, est-ce que c'est un écart suffisant? Surtout qu'il n'est sans doute pas aussi grand compte tenu des facteurs que vous évoquez...

**P. P. :** C'est ça! Il est brut et il faut le raffiner.

**D. P. :** En tout cas, c'est le débat.

---

**“Quand on fait une erreur, il faut d'abord le reconnaître, le dire et la corriger.”**

David Pujadas

---

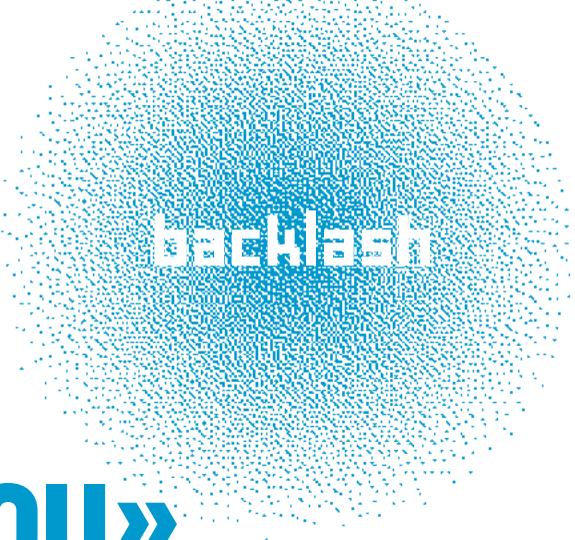
Fidèle à une certaine tradition journalistique, les deux compères de LCI concèdent donc (après moult protestations) à reconnaître «des indécidables», «des anomalies», voire éventuellement «des erreurs», sans pour autant battre leur coulpe, puisque c'est «une erreur qui n'empêche pas de conclure sur le fond» et que «vous vous ferez votre avis», mais que du point de vue de Pascal Perri «la démonstration reste [...] pertinente»... Qu'importe si au départ, ils avaient donné un avantage financier au couple de travailleurs au chômage, et qu'après recalcul, cet avantage est en fait près de treize fois supérieur pour le couple en emploi! «La démonstration reste pertinente» on vous dit!

Qu'importe également, de reconnaître «une erreur sur l'un des tableaux» quand d'autres acteurs ont rappelé que les chiffres des deux infographies étaient faux!

Pis, Pascal Perri maintient la confusion entre Allocation de retour à l'emploi (ARE) (qui au passage devient ici «Aide au retour à l'emploi», mais passons...) et Revenu de solidarité active (RSA), et les réductions (notamment en termes de gratuité des transports) qui y sont associées (ou pas) suivant le cas. Mais voyez-vous, «c'est très compliqué tout ça»...

En bons éditorialistes qui ne dérogent pas de leur point de vue («Est-ce que c'est un écart suffisant?»), David Pujadas et Pascal Perri persistent et signent sur leur constat: «Il est brut et il faut le raffiner» (de quoi?). Mais «le débat reste ouvert», évidemment...

Rideau! ■



backlash

# «AFFAIRE BAYOU» OU «AFFAIRE ROUSSEAU»?

## Retour sur un emballement médiatique.

**E**n septembre 2021, la candidature de Sandrine Rousseau à la « primaire de l'écologie » suscitait dans les médias dominants une véritable campagne de disqualification, insultes sexistes à l'appui<sup>1</sup>. Un an plus tard, l'agenda s'emballe de nouveau autour des « polémiques » qui entourent les prises de parole de la députée écoféministe, entretenant elle-même une relation ambivalente aux médias.

Le traitement ordinaire de la députée Sandrine Rousseau cristallise à lui seul un fonctionnement médiatique fabriquant des polémiques comme d'autres des pots de yaourts. L'art de la polémique tel que pratiqué dans les médias dominants a l'avantage de s'autoalimenter tout en neutralisant le débat public. On pourrait résumer la couverture de l'élue écologiste à l'équation suivante: une interview, une intervention dans une réunion publique (même la plus marginale) ou un tweet de Sandrine Rousseau = des réactions dans le milieu politique ou sur Twitter = des émissions et des articles consacrés aux dites paroles dans la presse = une « polémique » médiatique = des interviews-réactions à la polémique et ainsi de suite.

La « polémique » serait-elle pour autant un produit naturel tombé du ciel, dont les journalistes se feraient simplement le relai ? Ou faut-il plutôt y

voir un « inépuisable carburant de leur fonctionnement autophage », comme nous le notions dans le *Médiacritiques* n°40<sup>2</sup>:

*Parfaitement adapté aux normes « guerrières » du flux et des formats médiatiques – pensons aux « débats » sous forme de matchs de catch –, produit de pratiques professionnelles routinières – scruter la « guerre » des réseaux sociaux –, l'usage du terme est devenu totalement performatif: décréter une « polémique », c'est, en soi, faire « advenir » un « événement » dans les médias.*

Qui produit la polémique ? Qui oblige les journalistes et les chefferies éditoriales à construire l'agenda médiatique autour de petites phrases qui agitent le réseau Twitter et les émissions de télévision du matin au soir ? La réponse de Léa Salamé à Sandrine Rousseau, qui pose la question de l'agenda médiatique en déclarant à propos d'une conférence de presse que « les journalistes y allaient pour trouver du sang et des larmes », illustre en tout état de cause l'absence de réflexivité de ces derniers quant à leur propre rôle: « C'est vous qui mettez sur la place publique les sujets... » (France Inter, 3 oct. 2022) Peut-être. Mais ce sont les directions éditoriales qui choisissent d'en faire (ou non) des « sujets »: beaucoup de thématiques sont ainsi « mises sur la place publique » par des personnalités de gauche sans qu'elles ne percent jamais

1. « Sandrine Rousseau, la candidate qui n'a pas plu aux médias », *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022.

2. « Polémique », *Médiacritiques* n°40, oct.-déc. 2021.

l'agenda médiatique ni, *a fortiori*, le polarisent pendant plusieurs semaines. Beaucoup de propos venus de la majorité présidentielle (entre autres), suscitent des débats dans le champ politique et y compris des dissensions au sein de la majorité elle-même sans que ceux-là n'acquiescent jamais le statut de « polémique » ou d'événement politico-médiatique à la Une pendant plusieurs semaines.

La polémique n'existe donc pas en soi: elle est le résultat d'une co-construction filée entre les médias et le monde politique, qui trahit des arbitrages politiques du côté des chefferies éditoriales, recevant et jugeant tel propos « polémique » et tel autre non (ou dans de moindres proportions). Un alliage qui pose la question fondamentale et légitime du rapport des formations politiques de gauche aux médias et des stratégies des personnalités les plus en vue vis-à-vis de/et dans ces médias. À bien des égards, Sandrine Rousseau fait le choix de jouer ce jeu médiatique tel qu'il (dys) fonctionne. Elle n'est pas – loin s'en faut – la seule dans la gauche (au sens large): multiplier des « punchlines » calibrées, répondre favorablement aux moult sollicitations jusqu'à surinvestir l'espace médiatique (y compris ses dispositifs les plus indigents) et penser des apparitions sous la forme de « coups » – sans que tout ne soit systématiquement consensuel et encore moins préparé – relèvent d'un rapport spécifique à la médiatisation, dont les effets sont multiples – y compris pour celles et ceux qui l'endossent –, qu'il est légitime de questionner.

## LA POLÉMIQUE DE L'« AFFAIRE BAYOU »

La récente « polémique » de l'« affaire Bayou » permet d'observer le fonctionnement d'un système médiatique qui tourne en rond, biais et mécanismes sexistes en toile de fond. Cette séquence médiatique s'est ouverte le 19 septembre 2022 sur le plateau de « C à vous » (France 5), quand Anne-Élisabeth Lemoine choisit, en toute fin d'émission, de faire réagir Sandrine Rousseau à un tweet du mouvement féministe « Nous Toutes »: « Bonjour EELV, La cellule VSS<sup>3</sup> a été saisie en juillet après des accusations de violences commises par Julien Bayou sur son ex-compagne. Comment s'assurer que les militantes soient en sécurité? Aucune mesure ne semble avoir été prise, pourquoi? » Sandrine Rousseau pointe alors « des comportements qui sont de nature à briser la santé morale des femmes » avant de déclarer que l'ex-compagne de

## Qui oblige les journalistes à construire l'agenda médiatique autour de petites phrases qui agitent le réseau Twitter et les émissions de télévision du matin au soir?

3. Violences sexistes et sexuelles.

4. Notons que dès le 6 juillet, *Le Figaro* faisait état d'une saisine de la cellule d'EELV dans le cadre de cette affaire et interrogeait Julien Bayou à ce sujet.

5. Reportage publiera une enquête: « Affaire Julien Bayou: les femmes parlent » (25 oct.).

Julien Bayou a fait une tentative de suicide. Ses propos sont instantanément repris partout, faisant d'autant plus « polémique » que l'éditorialiste Patrick Cohen affirme le lendemain que la responsable écologiste avait précisé « *micro coupé, qu'il n'y [avait] rien de pénalement répréhensible dans cette histoire* » (« C à vous », 20 sept.).

Pendant plusieurs jours, « l'affaire Bayou » structure ainsi l'agenda médiatique, qui redouble d'émissions et de publications lorsque Julien Bayou démissionne de sa fonction de secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts le 26 septembre. Pour une séquence... qui tourne en rond: si les médias reprochent à Sandrine Rousseau un « grand déballage » vague et dépourvu de faits circonstanciés, ils n'hésitent pas à amplifier eux-mêmes le vide dont ils s'indignent. Or, quel aurait pu – dû – être le rôle d'un média face à cette « révélation »<sup>4</sup>? Enquêter sur le fond de cette affaire, prendre le temps de confronter les propos de Sandrine Rousseau dans le cadre d'une investigation contradictoire avec les différents acteurs concernés et jauger l'intérêt des informations récoltées en vue d'une publication éventuelle<sup>5</sup>. En lieu et place, les rédactions choisissent le théâtre: faire immédiatement monter la sauce à partir de déclarations ou de coups d'éclat sur fond de rivalités partisans au sein d'EELV, mises en scène par médias interposés.

C'est ainsi que rapidement, et en particulier à la faveur d'une contribution de *Libération* publiée le 30 septembre, « l'affaire Bayou » devient en réalité une « affaire Rousseau ». Sa prise de parole dans « C à vous » est soumise à toutes les conjectures – caractéristique du mode de traitement de l'information politique dominant – et à la sagacité de personnalités n'ayant de toute évidence aucune information sur ce dossier, interrogées dans le seul but de nourrir une « polémique » bien entamée. Ainsi Léa Salamé sollicite-t-elle par exemple « l'avis » d'Élisabeth Badinter le 28 septembre dans la matinale de France Inter, avant d'inviter Sandrine Rousseau à réagir à la réaction d'Élisabeth Badinter le 3 octobre, le tout auréolé de reprises des propos de l'une et de l'autre ailleurs dans la presse. « Autophage », disions-nous...

Le cadrage est partout identique: critiquer l'« accusation » médiatique portée par Sandrine Rousseau. C'est ce qui structure également l'émission d'info-divertissement de France 2, « Quelle époque! » du 8 octobre, animée par l'inénarrable Léa Salamé, et ce malgré les promesses de l'introduction: « Vous allez répondre à Julien Bayou qui vous a accusée d'aller trop loin, on va aussi parler d'écologie, du plan de sobriété du gouvernement. » D'écologie et du plan de sobriété du gouvernement, on ne saura rien. Mais on aura tout le loisir

d'apprendre ce que pensent Michel Cymes, Christophe Dechavanne<sup>6</sup>, Luz et Léa Salamé de la prise de parole de Sandrine Rousseau contre Julien Bayou. Une émission de haute volée, en somme, ponctuée par les blagues de Paul de Saint-Sernin: «*Vous parlez bien pour une femme.*» Voilà comment les grands journalistes s'intoxiquent par à-coups successifs – bien aidés en cela par les politiques – au lieu de chercher à apporter une contribution solide et étayée à une affaire dont ils ne cessent, parallèlement, de critiquer le vide...

Sandrine Rousseau a-t-elle eu tort de relayer ces accusations contre Julien Bayou sur un plateau de télévision? Ce n'est pas une question à laquelle une association de critique des médias peut répondre. Tout du moins pouvons-nous dire que si la question est légitime, elle a en revanche occupé trop de place dans les médias dominants, où elle fut discutée de manière anarchique voire tout bonnement supplantée par un traitement à charge unilatéral de l'élue. Car au-delà de l'appétence des talk-shows pour les «*polémiques*», «*l'affaire Bayou*» fut le marchepied d'une nouvelle surenchère personnalisée autour de Sandrine Rousseau, cible de la presse réactionnaire (mais pas que...) depuis un an, dépeinte en incarnation vivante du «*wokisme*» et de ses prétendues dérives.

## UN IMAGINAIRE SEXISTE EN TOILE DE FOND

Très vite, des «*portraits*» de Sandrine Rousseau ont ainsi vu le jour, axés sur une ligne claire: disqualifier l'élue. Les schèmes de «*la femme émotionnelle*» et de «*la femme manipulatrice*» furent notamment deux des ressorts les plus mobilisés, l'imaginaire sexiste tournant ici à plein régime. *Le Monde* (5 oct.), par exemple, choisit de structurer son portrait autour des larmes de la militante écologiste: «*Sandrine Rousseau pleure*» écrit Olivier Faye en guise d'accroche avant d'y revenir à de moult reprises, pour le plaisir d'un genre romanesque n'ayant que peu à voir avec l'information:

*Que faire de ces pleurs? Il est rare qu'un responsable politique laisse libre cours à un tel transport devant un journaliste. Cherche-t-elle à attendrir son interlocuteur ou bien se montre-t-elle sincèrement épuisée des polémiques qu'elle engendre?*

A fortiori quand il s'agit de dévoiler ce genre de «*off*»: «*Le soir de notre rencontre, la quinquagénaire nous envoie un SMS. "Pourriez-vous ne pas mettre dans l'article les larmes de tout à l'heure? Je préférerais qu'elles restent entre nous."*» Pataugeant dans l'insignifiant, *Le Monde* poursuit en évoquant une «*fausse bousculade avec Éric Piolle*», «*fomentée*» par Sandrine Rousseau et dont l'auteur tire un enseignement général: «*Si Sandrine Rousseau pleure souvent, il lui arrive aussi de mentir.*»

Une mécanique adoptée également par *Libération* (7 oct.) qui semble avoir tiré au clair l'un des plus gros complots politiques du moment:

*Avec l'épisode de la «bousculade», Rousseau va un cran plus loin. [...] La mécanique Rousseau est là: un rapport très subjectif à la vérité, des disciples qui la soutiennent coûte que coûte et des concurrents paralysés.*

Que des journalistes appréhendent cet antécédent comme une information d'intérêt général est, en soi, interloquant. Mais puisque le landerneau médiatique semble à ce point révolté par le mensonge en politique, on ne doute pas que la même intransigeance sera de mise au moment de rappeler les mensonges, affaires, omissions et autres arrangements avec la vérité à chaque portrait, au hasard, d'Emmanuel Macron ou de tout autre élu de la majorité, et ce dans une (longue) liste qui s'avérera alors autrement plus compromettante. Un exercice auquel Olivier Faye, l'un des journalistes en charge de l'Élysée pour *Le Monde*, ne nous a en tout cas pas spécialement habitués<sup>7</sup> jusqu'à son portrait de Sandrine Rousseau. Nous ne doutons pas non plus du fait que les journalistes se décideront dorénavant à braver l'autocensure en «*balançant*» régulièrement les off dont regorgent leurs archives. À moins de considérer, évidemment, que Sandrine Rousseau ait l'apanage d'un «*rapport très subjectif à la réalité*» et que les «*manœuvres politiques*» – qui pourraient à ce compte faire la Une chaque jour – soient surdéterminantes dans le cas du parcours militant de l'élue écologiste...

«*Les insinuations de complot, mensonge, irrationalité parachèvent le portrait d'une femme prête à tout pour faire tomber les hommes*» résumait l'élue écologiste Bénédicte Monville<sup>8</sup>. Une essentialisation à laquelle participe également *Le Canard enchaîné* lorsqu'Anne-Sophie Mercier écrit (5 oct.): «*Elle a eu la peau de Julien Bayou, elle veut celle d'Adrien Quatennens*», avant d'ajouter que «*Sandrine Rousseau se complaît dans l'informel et l'irrationnel*» «*pour ne jamais avoir à argumenter*»: «*À partir du moment où la raison et le droit sont jetés par-dessus bord, tout devient possible, vive le ressenti, l'impalpable et le je-ne-sais-quoi.*» À peu de choses près, le portrait correspond en tout point à celui du journalisme politique...

Dans le sillage du *Canard enchaîné*, *Charlie Hebdo*, bien que sa ligne éditoriale ne se résume pas à ce dessin, a tenu à apporter sa pierre à la caricature de Sandrine Rousseau: le journal satirique n'hésitant pas à la grimer en violeuse de Julien Bayou. Un renversement de la charge dans l'air du temps réactionnaire.

---

**«Si Sandrine Rousseau pleure souvent, il lui arrive aussi de mentir.»** *Le Monde*

---

6. Qui s'illustre par cette déclaration: «*Je ne sais pas, je suis un homme, moi je me mets à sa place...*»

7. «*Macron candidat, journalisme de révérence*», *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022.

8. «*Bayou contre Rousseau: l'impensé, le déni et la faute politique*», blog Mediapart, 7 oct.

## UNE OFFENSIVE CONTRE LE MOUVEMENT FÉMINISTE

Car l'enjeu de cette campagne médiatique contre Sandrine Rousseau va sans doute bien au-delà de la neutralisation d'une élue politique jugée « trop radicale ». Un rappel à l'ordre médiatique est ici envoyé au mouvement féministe, renouant avec l'incitation d'une « libération de la parole » sous caution préconisée par de nombreux éditorialistes aux débuts de « Balance Ton Porc »<sup>9</sup>.

En cela, l'enquête de *Libération* publiée le 30 septembre marque un tournant<sup>10</sup>. Le journal parle de « surveillance » du secrétaire national d'EELV par des militantes du parti, avant de conclure sur « des procédures informelles ouvrant la voie à d'inquiétantes dérives. » Une conclusion qui n'est pas sans rappeler les nombreux titres de presse sur les « dérives » du mouvement #MeToo, précisément suscités par cette affaire. Ainsi Léa Salamé ne cache-t-elle pas son inquiétude dans l'émission « Quelle époque ! » (France 2, 8 oct.) : *Vous avez une phrase qui revient très souvent : « le privé est politique ». Si le privé est politique, ça veut dire qu'il n'y a plus de frontière entre la vie privée et la vie publique ? Ça veut dire qu'il n'y a plus de limite, c'est ça qui m'interroge. Ça veut dire que tout mérite d'être mis sur la place publique, parce que le problème, c'est que s'il n'y a plus de frontière entre le privé et le public, Sandrine Rousseau, c'est ce qu'Hannah Arendt a appelé le totalitarisme, et c'est ça qui m'inquiète. Je voudrais savoir, quand vous dites « le privé est politique », s'il y a une limite à ça ?*

Avant d'apporter la réponse à sa propre question : « Si je peux me permettre, la limite, c'est la justice. »

Dans une chronique publiée dans *Les Échos* (14 oct.), le chroniqueur habitué des plateaux de LCI, Pascal Perri, fustige ce slogan féministe « le privé est politique » et en profite pour dispenser une leçon aux « féministes radicales », enjoignant à revoir leur priorité : « Les féministes comme Sandrine Rousseau ont-elles tiré un trait définitif sur tous les espoirs de progrès ? La guerre des sexes est-elle la seule voie pour défendre la cause des femmes ? À force d'excès et de caricatures, le combat des féministes radicales passe à côté de transformations simples qui pourraient être appliquées dès demain, comme l'égalité salariale hommes-femmes. »

Dans *Le Figaro*, la nouvelle philosophe médiatique Bérénice Levet signe une tribune intitulée : « Cinq ans après #MeToo, le néoféminisme entre farce et Terreur » (6 oct.) : « À quoi reconnaît-on qu'on glisse sur une pente totalitaire ? Comme le mot l'indique, l'inclination totalitaire se signale par le fait que la totalité de notre vie se voit placée sous contrôle. La frontière entre la vie privée et la vie publique, qui est la marque par excellence d'un régime de liberté, disparaît. »

Ce backlash se décline aussi dans les colonnes du *Point* (14 oct.) sous la plume de l'essayiste Peggy Sastre, qui en profite pour asséner un cours d'« histoire » sur « les dérives “macarthystes” d'un certain féminisme ».

La question des dérives des luttes féministes occupe aussi les plateaux télé. Sur BFM-TV par exemple (2 oct.), on se demande : « Lutte féministe : suppose-t-elle des dérives ? » Et Benjamin Duhamel de donner son avis : « Il y a quelque chose d'assez vertigineux dans l'idée qu'au fond il n'y aurait pas d'omelette sans casser des œufs [...] L'idée qu'on justifierait des dérives d'aujourd'hui par des dérives d'hier me paraît assez vertigineux. » Sur BFM-TV toujours (4 oct.), on se demande également si Sandrine Rousseau ne va pas « trop loin » en sollicitant l'avis des internautes :

*La condamnation publique sans procès, sans démarche contradictoire, sans donner les moyens au mis en cause de se défendre rappelle des procédés qui n'ont plus rien de très équitables ni de très démocratiques. Et pour vous, Sandrine Rousseau est-elle allée trop loin ? Répondez-nous dans les commentaires.*

Sonder les lecteurs à tout bout de champ sur fond de délabrement du débat public : une routine médiatique qui alimente – à peu de frais – l'insatiable machine médiatique...

\*\*\*

La question des moyens et des stratégies de lutte du mouvement féministe est légitime, peut et devrait faire l'objet de débats, qui ont d'ailleurs redoublé depuis le mouvement #MeToo dans différents partis et collectifs. Que les médias décident d'installer ce débat dans le sillage d'une affaire encore largement sous-documentée n'est pas bon signe, en revanche, pour la qualité du débat public. En particulier lorsque la « discussion » est contrainte d'évoluer dans les ornières du journalisme tel qu'il se pratique dans les médias dominants : course aux petites phrases ; partis pris permanents ; clash, invectives et sensationnalisme ; primat au commentaire ambiant et aux toutologues sur le dos de la spécialisation ; sans oublier le phénomène de droitisation des chefferies éditoriales, extrêmement poreuses aux « paniques morales »... Qui peut imaginer que ce « débat » puisse être mené de façon éclairée dans les médias tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui ? ■

**“À force d'excès et de caricatures, le combat des féministes radicales passe à côté de transformations simples qui pourraient être appliquées dès demain.”**

Pascal Perri

9. *Médiacritiques* n°25, janv.-mars 2018.

10. Dans une enquête, qui fait la Une du quotidien, *Libération* dépeint en longueur une « troublante investigation menée par plusieurs militantes écologistes et féministes qui prétendaient s'assurer du comportement de Julien Bayou envers les femmes ».

# LE REFRAIN MÉDIATIQUE DES CONFLITS SOCIAUX

## Démobiliser et disqualifier.

**G**rèves dans les raffineries, manifestations syndicales les 29 septembre et 18 octobre, « Marche contre la vie chère et l'inaction climatique » le 16 octobre: c'en est trop pour les gardiens médiatiques de l'ordre social! D'où, comme pour chaque mouvement social, la mise en branle des médias dominants. Au programme: démobilisation sociale et rappel à l'ordre.

Depuis le début de la mobilisation pour les salaires, les interviews-interrogatoires de syndicalistes et membres de l'opposition de gauche se sont multipliées: que ce soit celle de Laurent Berger sur France Inter (8 oct.); celle de Fabien Villedieu (Sud Rail) sur France Info (18 oct.); ou encore celle de Clémentine Autain, invitée de la matinale de France Inter (22 oct.).<sup>1</sup> Autre exemple, l'interview du secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, par Léa Salamé et Nicolas Demorand (17 oct.), qui se font ventriloques du gouvernement, sous couvert d'apporter la contradiction. Extraits choisis:

**Nicolas Demorand:** *Encore 30% des stations-services perturbées à l'échelle nationale, plus de 40% en Île-de-France, les Français continuent à galérer pour faire le plein, et parmi eux des gens qui bossent comme des infirmiers, des médecins... Vous leur dites quoi ce matin Philippe Martinez? C'est comme ça, c'est le prix à payer? [...]*

**“Le volcan gronde, mais il n'est pas en éruption.”**  
Christophe Barbier

**Léa Salamé:** *Tout à l'heure il y avait Clément Beaune à votre place qui disait: «Il y a quelques centaines de grévistes». Le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, dit: «C'est 150 personnes, 150 grévistes seulement qui prennent en otage [...] les Français». Y'en a combien des grévistes pour qu'on comprenne bien? [...]*

**N. D.:** *Élisabeth Borne hier soir au 20h de TF1 a demandé aux salariés grévistes de TotalEnergies de respecter l'accord majoritaire qui a été signé, de ne pas blo-*

*quer le pays [...]. Elle a ajouté que s'il y a des situations très tendues demain, et aujourd'hui nous procéderions à de nouvelles réquisitions. Sur ce deuxième point vous répondez quoi? [Philippe Martinez répond que c'est une entrave au droit de grève.]*

**L. S.:** *C'est pas ce que pensent les tribunaux administratifs que vous avez saisis en référé, qui vous ont donné tort dans les deux cas. [Philippe Martinez répond qu'à Rennes le tribunal leur a donné raison.]*

<sup>1</sup>. Lire « Quand France Inter se fait porte-parole du gouvernement » et « Grèves, motion de censure: l'exaspération de France Inter », Acrimed, 17 et 27 oct.



**“Le mouvement est en train de devenir très impopulaire.”**

Dominique Seux

**Comme souvent lors des mobilisations sociales, la parole a été essentiellement captée par des professionnels de la parole publique.**

L. S. (le coupe): À Lille, il a considéré que ce n'était pas illégal. [...]

L. S.: Oui, alors Gabriel Attal dit que c'est inacceptable qu'il y ait poursuite de blocage alors même que des accords majoritaires ont été trouvés pour revaloriser les salaires, c'est fait effectivement chez Total, notamment la semaine dernière, puisque la CFDT et CFE-CGC ont signé un accord d'augmentation de salaire de 7%. Vous, vous êtes contre, c'est ça? Vous allez continuer la grève jusqu'à ce qu'il y ait une augmentation de 10%, pour qu'on comprenne...

Et Nicolas Demorand de poursuivre: « De manière plus générale, Bruno Le Maire pose la question suivante: la CGT veut-elle le blocage général du pays ou la négociation? Quelle est la réponse du patron de la CGT à cette question? »

L'interview se poursuit sur le même ton, et enchaîne avec les questions des auditeurs, toutes à charges contre la grève dans les raffineries. Exemple avec « Jean-Pierre »:

*Est-ce que vous pensez aux jeunes femmes qui vont apporter les soins aux personnes âgées au domicile, qui ont besoin de leur voiture dans le milieu rural? Vous vous trompez d'adversaire monsieur Martinez. Allez voir justement ces gens qui gagnent énormément d'argent, discuter, [...] vous êtes capable d'être en face de ces gens-là. Je suis très déçu d'un syndicat comme le vôtre qui s'attaque aux pauvres ouvriers, aux pauvres ouvrières, qui ne peuvent pas se déplacer, ou qui risquent de tomber en panne en allant au boulot.*

Léa Salamé surenchérit: « Bruno Le Maire à l'instant vous répond: "L'attitude de la CGT est inacceptable et illégitime" ». Et relance Philippe Martinez sur la question de l'auditeur: « Vous répondez à notre auditeur, qui vous dit "Allez parler à monsieur Total, à monsieur Pouyanné", et vous, vous dites: "Monsieur Pouyanné ne veut pas débattre, ne veut pas discuter". Si, il l'a fait, puisqu'il a ouvert des négociations, et que certains syndicats ont obtenu 7%, 5 ou 7% d'augmentation de salaire. Il a fait un pas, non? »

En somme: Il-faut-savoir-terminer-une-grève.

## La question des galères domine le récit médiatique, au détriment des raisons de la grève (qui, quand elles sont traitées, sont souvent disqualifiées).

### UN DÉBAT CONFISQUÉ

Comme souvent lors des mobilisations sociales, la parole a été essentiellement captée par des professionnels de la parole publique, au premier rang desquels les éditorialistes et les experts, au détriment des grévistes. On l'a vu, par exemple, dans « Estelle Midi » (RMC) le 18 octobre.

La veille (17 oct.), l'émission « C dans l'air » (France 5) était consacrée à la situation sociale. L'occasion d'entendre ceux qu'on entend déjà partout. De Christophe Barbier, qui connaît par cœur son bréviaire de la démobilitation sociale (« *Le volcan gronde, mais il n'est pas en éruption* »), à Dominique Seux, qui rêve à voix haute : « *Le mouvement est en train de devenir très impopulaire. J'attends avec intérêt le premier sondage qui nous dira ce qu'il en est. On est dans un changement, à un pivot, et évidemment, si Emmanuel Macron sort du bois maintenant, c'est que l'opinion est probablement en train de se retourner.* »

Alors que ce dernier et Caroline Roux embrayent sur les « 150 personnes [qui] prennent les Français en otage », Emmanuelle Souffi (journaliste au JDD) rappelle toutefois que les grèves sont décidées en AG. Réalité que les éditorialistes ont tendance à évacuer de leur « analyse ». Dans notre ouvrage *Les Médias contre la rue. Vingt-cinq ans de démobilitation sociale* (Adespote, 2021), nous résumions ainsi ce journalisme de commentaire, qui aime tant spéculer sur la fin des mouvements sociaux, avant même qu'ils n'aient commencé : « *Assemblées générales, débats, contre-propositions, actions (quand elles ne sont pas spectaculaires et/ou destinées, précisément, à attirer leur attention) : tout cela passe généralement sous le radar des commentateurs officiels, qui s'attardent sur les chiffres mesurant les cortèges et, sur cette base, auscultent la vigueur de la contestation, diagnostiquant "l'état du rapport de forces" ou pronostiquant l'issue de la mobilisation.* »

Il arrive toutefois que la télévision nous offre des débats approfondis sur le conflit social, où se font alors entendre des paroles hétérodoxes. Ainsi France 5 consacre une émission de « C ce soir » à la question « Grands patrons : sont-ils trop payés ? » (19 oct.), avec, parmi les invités, Olivier Besancenot (NPA). Mais il

reste que dans la plupart des cas les premiers concernés, non professionnels de la parole publique, sont relégués à la marge du traitement médiatique, leur parole restant circonscrite à de brefs micros-trottoirs.

### « PRISE D'OTAGE », « GALÈRE » : LES MOTS POUR LE DIRE

Comme à chaque mouvement social, les mêmes mécanismes de délégitimation et de démobilitation se mettent en place avec un récit dominant : celui d'une « minorité » prenant « en otage » la « majorité silencieuse ». Ainsi Dominique Seux, dans l'« éditio éco » qu'il tient quotidiennement sur France Inter (10 oct.) : *On a vu partout des queues interminables dans des stations-services. On a vu des scènes tendues entre automobilistes. On a vu un scénario bien huilé se répéter une nouvelle fois : quelques grévistes prendre en otage des centaines de milliers de personnes.*

Ce cadrage sera dominant dans les reportages des JT, qui font la part belle « aux galères » des usagers, à coups de micros-trottoirs dans les bouchons aux abords des stations-services. Par exemple, dans un reportage du 13h de TF1 (8 oct.), la parole est essentiellement donnée aux automobilistes... laissant seulement 15 secondes à un syndicaliste (sur un reportage de 2 minutes 27 secondes). Même logique sur LCI...

LCI

## VIDÉO - "En deux heures, j'ai parcouru 200 mètres" : la galère des automobilistes en quête de carburant

Aurélie Loek

Publié le 10 octobre 2022 à 9h23, mis à jour le 10 octobre 2022 à 9h43

Et dans *Midi Libre* (11 oct.), où on s'inquiète des conséquences pour les usagers :

« *Je suis handicapé, faire mes dialyses trois fois par semaine c'est vital, sinon je crève.* Alors, casquette vissée sur la tête, chemise bleue épaisse, Philippe, 60 ans, patiente dans la queue interminable qui s'étire le long de la station Total de Saint-Jean-de-Védas (Hérault) ce mardi 11 octobre. Sa Peugeot est en réserve et, sans carburant, sa santé serait en danger car il n'a pas de solu-

---

## Cela est assez rare pour le souligner, la contestation de l'ordre médiatique se fait aussi dans les rédactions.

---

tion pour rallier l'hôpital. «Lundi, j'ai fait quatre heures de dialyse, aujourd'hui trois heures de queue. Bah, si les grévistes estiment qu'ils sont mal payés...» se résigne cet ancien routier qui vitote avec sa pension de 930 €. Il se dit pourtant «inquiet» pour les jours qui arrivent.

Un marronnier: la question des galères domine le récit médiatique, au détriment des raisons de la grève (qui, quand elles sont traitées, sont souvent disqualifiées).

La journée du 18 octobre cristallise le traitement médiatique habituels des mouvements sociaux. Les chaînes d'info ont démontré toute leur schizophrénie, comme Arrêt sur images l'a montré dans l'article «La grève sur les chaînes d'info, de "prise d'otage" à "bide total"» (19 oct.). Ainsi, après avoir annoncé une journée noire, de «galères» et le blocage du pays, les chaînes d'info tirent le bilan en fin de journée: «Pour Pascal Praud, cette grève est "un bide complet"; pour Ivan Rioufol, "un échec"; pour François Lenglet dans 24h Pujadas sur LCI, "un flop". Ruth Elkrief considère que ce n'est "pas un raz-de-marée" et que cette grève ne mènera pas à "un mouvement d'ampleur".»

\*\*\*

Interrogatoires des syndicalistes et des politiques de gauche, délégitimation et disqualification du mouvement, rappels à l'ordre... Les médias dominants appliquent la même recette et œuvrent pour une cause qui leur tient à cœur: celle du maintien de l'ordre social.



---

**“On a vu un scénario bien huilé se répéter une nouvelle fois: quelques grévistes prendre en otage des centaines de milliers de personnes.”**

Dominique Seux

---

Cependant, et ce n'est pas anodin, le bilan n'est pas si «noir», car, cela est assez rare pour le souligner, la contestation de l'ordre médiatique se fait aussi dans les rédactions. C'est dans ce sens qu'il faut par exemple saluer la prise de position de la SDJ et des organisations syndicales du *Parisien*<sup>2</sup>, suite à la déprogrammation d'une interview de Philippe Martinez et à un édito anti-grévistes du directeur de la rédaction<sup>3</sup>; ou encore le communiqué de la CGT France Télévisions<sup>4</sup> suite à une interview d'un syndicaliste par Franceinfo. Des prises de position certes minoritaires dans la profession, mais qui montrent la voie à leurs confrères. Et qui rappellent l'importance de confier les décisions éditoriales aux rédactions, plutôt qu'aux chefferies et autres éditocrates. ■

2. «“Le Parisien”: une interview de Philippe Martinez déprogrammée», 20 oct.

3. Lire «Blocage des raffineries: Le Parisien charge les grévistes», Acrimed, 12 oct.

4. «Le syndicalisme n'est pas l'ennemi des Français», 24 oct.

# «ESTELLE MIDI» UN TALK-SHOW CONTRE LES GRÉVISTES

**D**u lundi au vendredi, de 12h à 15h, c'est talk-show sur RMC et RMC Story. « Estelle Midi », l'émission animée par Estelle Denis, réunit sur son plateau quelques « personnalités » apparemment habilitées à parler successivement de tout et de rien. C'est dans ce cadre que fut débattue, le 18 octobre 2022, la question suivante: « Grève générale: un échec pour la CGT ? » On pouvait légitimement s'attendre au pire... Il a été atteint.

Autour de la table: un médecin (Robert Sebbag), un journaliste sportif (Daniel Riolo) et le chroniqueur Thierry Moreau. De vrais spécialistes des questions sociales, en somme.

## «EST-CE QUE C'EST DÉJÀ UN ÉCHEC?»

Premier coup de force: parler à midi de l'échec de la grève alors que les manifestations, notamment celle à Paris, ne s'élancent que dans l'après-midi. Pas de quoi brider Estelle Denis: « Un Français sur deux qui désapprouve la grève, des perturbations très légères dans les transports... Est-ce que c'est déjà un échec ? » Ni de

quoi refroidir Thierry Moreau: « Ben oui c'est un échec. Après l'échec de la mobilisation de dimanche à l'initiative de La France insoumise, enfin de la Nupes, avec quelques fédérations CGT, on voit bien que la conjonction des luttes

a du mal à se faire. » Et le spécialiste ès-syndicats de s'aventurer dans un dédale de « politicaillerie » et autres bisbilles entre la CGT et la CFDT, qui seraient, selon lui, à l'origine des grèves... Confus, le chroniqueur peine à raccrocher les bouts de son argumentaire mais conclut, du reste, sur le plus important: « Ce sont les Français

qui trinquent, heureusement [...] pas trop, donc c'est plutôt une bonne nouvelle. Mais [la grève] est un échec. »

C'est alors à un autre expert de la question syndicale, l'infectiologue Robert Sebbag, d'en rajouter sur les causes de la grève:

Certes il y avait peut-être des revendications au niveau des raffineries, mais on sait que derrière, il y a des élections prochaines, que la candidate – puisque c'est une dame – la candidate de M. Martinez, est une personne, une enseignante – pour la première fois une femme – qui n'est pas une ouvrière, qui ne vient pas de l'industrie [...] et c'est très très mal pris par les fédérations « ouvrières ». [...] Et là-dessus si vous voulez ils essayent de peser

«Ce sont les  
Français qui  
trinquent.»

Thierry Moreau



sur ce congrès, sur l'élection de cette personne. Donc voilà comment une utilisation politique à l'intérieur d'un syndicat est en train de paralyser effectivement toute la France.

Brillant. Plus tôt, ce dernier tentait de relativiser «l'échec de la grève», avant d'être coupé par Estelle Denis et Daniel Riolo:

**Robert Sebbag:** C'est pas un succès fou. Alors d'un autre côté effectivement il y a eu la marche organisée par la Nupes. Mais qui est capable aujourd'hui de mobiliser 30 000 personnes [...] dans la rue? Alors c'est vrai il y a encore un pouvoir de Jean-Luc Mélenchon. Alors parler d'échec, moi je pense que... [coupé]

**Estelle Denis:** 30 000, c'est très faible Robert!

**Daniel Riolo:** Non mais pour une manif que tu prépares depuis six mois Robert!?

Quand le micro lui est ouvert, Daniel Riolo exulte:

Dimanche c'était un énorme échec. Leur politique de l'aspirateur là, on ramasse à peu près tout ce qui traîne pour se faire une politique... Même Benzema ils cherchent à le récupérer, même le Ballon d'or de Benzema: «Oh ben oui, oh ben tiens on va le récupérer parce qu'il paye ses impôts en France!» Non mais c'est pas

**“C'est pas de la politique ça, c'est du guignol ça!”**

Daniel Riolo

1. Ou un autre débatteur, on n'est pas sûr.

de la politique ça, c'est du guignol ça! Donc Mélenchon on n'arrête pas de l'entendre, là il a le sourire il en peut plus, dès qu'il y a trois personnes dans la rue il pense que la révolution est à nos portes [...]

«Du guignol», disait-il...

## LES BONS ET LES MAUVAIS AUDITEURS

Tout le monde déteste la grève. Tout le monde? Non! Un irréductible gréviste a appelé le standard pour passer à l'antenne. Mal lui en a pris. Surtout que «Vincent» est contrôleur SNCF.

**Estelle Denis:** Vous êtes en grève Vincent ou pas du tout?

**Vincent:** Oui [...] je suis en grève, je suis devant la préfecture du Mans. Préfecture qui est noire de monde, il y a 2 000, 2 500 personnes quand même, entre [...] la CGT de Renault, les postiers, le corps enseignant...

**Thierry Moreau:** Les bastions quoi...

**V.:** Ouais, c'est ça, les bastions. Maintenant effectivement nous...

**Robert Sebbag<sup>1</sup>:** Les professions protégées...

**V.:** Bah pas protégées, j'ai pas aimé entendre ça parce que finalement le droit de grève c'est pour tout le monde...

**Daniel Riolo:** Oui mais c'est surtout pour vous!

**E. D.:** Non mais tout le monde peut faire grève Daniel!

**D. R.:** On sait très bien qu'il y a des endroits où c'est quand même plus facile, où c'est presque une deuxième activité.

Et ce n'est qu'un début. Mais avant de poursuivre, un détour «fact-checking» s'impose. Au début de l'émission, Thierry Moreau déclarait: «On constate aussi que ce sont des secteurs “protégés” qui font grève, c'est-à-dire soit la fonction publique ou assimilés, soit des grandes entreprises où c'est assez facile de faire grève, on ne risque pas de se faire virer. En revanche le plombier qui travaille dans une PMI/PME lui il peut pas se permettre de faire grève.» À quoi Vincent, le contrôleur SNCF, réagit lorsqu'il passe à l'antenne: «Tout à l'heure j'ai quand même entendu que si un mec de la SNCF ou d'EDF faisait grève il serait pas viré parce qu'il avait l'assurance de l'emploi. Par contre un plombier pourrait manifestement se faire virer. Faut quand même remettre la...» Il est alors coupé par Thierry Moreau: «J'ai pas dit ça. J'ai dit que c'est plus difficile dans les petites boîtes, c'est tout.» Le déni ne suffisant pas, Estelle Denis ajoute un brin de confusion: «Non c'est pas ça Vincent. Vincent, c'est pas ça, c'est que le plombier [...] la plupart du temps il est indépendant, il travaille à son compte, s'il se met en grève... De toute façon comme c'est son propre patron, personne ne pourra l'augmenter à part lui. Et il perd une journée de travail. [...]»



On savoure la profondeur de l'analyse. À laquelle va succéder une longue séquence de violence symbolique, où s'enchaînent les reproches, les critiques et les rappels à l'ordre. Exposant les raisons qui l'ont poussé à faire grève, Vincent dit craindre la nouvelle réforme des retraites : «Là, si on fait une addition [...], je repartirai à 64 ou 65 pour avoir quelque chose». Mais la présentatrice de RMC sait de toute évidence mieux que lui ce qu'il en est... et tient à le lui faire savoir :

**Estelle Denis :** Non. Vous êtes à la SNCF, vous n'êtes pas un nouvel entrant, donc a priori vous avez quand même des conditions privilégiées ?

**Vincent :** Non, alors...

**Daniel Riolo :** Non mais il fait grève pour les autres ! L'important c'est de faire grève, c'est pas tellement...

**V. :** La différence c'est qu'effectivement moi je suis à la SNCF, je suis rentré il y a 11 ans, mais je suis rentré après 30 ans sans enfant donc j'étais contractuel, je suis pas au statut. Donc j'avais déjà pas la retraite à 55 ans en rentrant à la SNCF.

Pas de quoi calmer le mépris des « experts ». Plus loin :

**Estelle Denis :** Est-ce que la grève peut continuer à la SNCF, c'est-à-dire que la question que se posent tous les Français aujourd'hui, c'est : est-ce que ça va impacter les vacances ?

**Vincent :** Alors, là sur les Pays de la Loire, pour l'instant ça a pas été reconduit donc pour l'instant je pense que ça va pas impacter. J'aurais aimé que ça impacte, mais je pense que sur les Pays de la Loire...

**Daniel Riolo :** Oh c'est dommage hein vraiment là !

“C'est un truc qui s'appelle la démocratie.”

Daniel Riolo

“Ils se rendent pas compte qu'en fait ils dressent les Français les uns contre les autres.”

Daniel Riolo

**E. D. :** Enfin Daniel, il a le droit de faire grève...

**D. R. :** Non mais il dit : c'est dommage que ça impacte pas les vacances !

**E. D. :** Il a envie que sa grève elle marche.

**D. R. :** C'est un peu comme s'il dit : c'est dommage qu'il puisse pas vraiment te faire chier quoi, tu vois, c'est un peu...

**E. D. :** Non, il dit c'est dommage...

**D. R. :** Si, c'est un peu le sous-entendu !

**Thierry Moreau :** Non, il dit que c'est dommage que ça n'impacte pas le départ de vacances !

**D. R. :** Ben oui ! Non Estelle, le sous-entendu c'est : c'est dommage que ça fasse pas chier un peu tout le monde. Ben si mais c'est ça, il faut parler français.

**Robert Sebbag :** Vincent, moi je respecte tout à fait votre décision. Quand on voit la grève chez les raffineurs, on peut dire Total a fait effectivement beaucoup de bénéfices, il faudrait reverser la répartition des richesses. Mais la SNCF elle est déficitaire, ça coûte absolument...

**D. R. :** En quoi ça le regarde en plus lui ? Total, ça le regarde pas !

**R. S. :** Elle est complètement déficitaire. On nous parle d'un milliard d'euros de bénéfices, mais on sait qu'à côté de ça je veux dire l'État finance effectivement tout le déficit de la SNCF, donc là il y a pas de grain à moudre comme il peut y en avoir dans les raffineries.

De l'art d'étouffer la parole ouvrière, dans tous les sens du terme. Alors que l'auditeur explique qu'une jurisprudence se mettrait en place pour d'autres « si Total, demain [...], arrive à faire voter le fait que les salaires soient par rapport à l'inflation », il est interrompu par tous, d'une seule et même voix : « Ben non ! »

Et la morgue de monter en puissance :

**Daniel Riolo :** Chez Total, il y a eu une négociation approuvée à la majorité. [...] Je sais qu'à la CGT on a du mal à comprendre ce que ça veut dire, mais vous savez, c'est quand le plus grand nombre veut quelque chose par rapport à la minorité. C'est un truc qui s'appelle la démocratie. Je sais qu'à la CGT, à LFI on comprend pas bien ces concepts-là.

**Estelle Denis :** Ben Vincent c'est pas Philippe Martinez hein, Daniel.

**D. R. :** Oui, mais il fait partie du mouvement là, donc... C'est juste pour lui expliquer ce que c'est une majorité sur une minorité.

Rideau ! Ou presque... Car la différence avec laquelle un autre auditeur, « Jonathan », « électricien dans le bâtiment », est accueilli à la suite de Vincent est saisissante. Il faut les comprendre : celui-ci n'est pas gréviste. Extrait :

**Jonathan:** La France, elle est belle, mais c'est toujours les mêmes qui font la grève: la CGT, la SNCF, les fonctionnaires. Bon, très bien, ils ont le droit de grève, mais nous à côté, les petits, eh ben on peut pas se permettre de faire grève...

**Robert Sebbag:** Voilà!

**J.:** Et tous ces gens-là, qui ont eue des 9 à 11 semaines de congés payés, des RTT etc. Nous tout ça on connaît pas.

**Estelle Denis:** C'est vrai!

**J.:** Et nous on est au charbon tous les jours...

**Thierry Moreau:** Exactement!

**J.:** Et malheureusement si je fais la grève aujourd'hui, ben mon patron il va pas me payer et j'aurai perdu une journée de salaire. Donc ils sont bien gentils tous, mais faudrait peut-être qu'ils regardent ce qu'ils ont avant de bloquer la plupart des gens qui ont pas grand-chose, donc euh...

**Daniel Riolo:** Eh oui! Et là où Jonathan nous met sur une piste [...], bon j'en reviens toujours à la Nupes qui cherche à tout exploiter, ils se rendent pas compte qu'en fait ils dressent les Français les uns contre les autres. En fait, ils font des clans, ils pensent défendre une politique, emmener des gens derrière eux. On voit que personne n'est derrière eux puisque les Français ne soutiennent pas ce mouvement. [...] Ça s'appelle du corporatisme.

On se demande bien qui «dresse les Français les uns contre les autres». Élément de réponse avec «Yohan», «consultant en informatique» et troisième auditeur à passer à l'antenne. Lui non plus n'est pas gréviste, lui aussi obtient les approbations du plateau:

**Yohan:** On n'est pas sur de la solidarité, on est plus sur de l'égoïsme et sur du corporatisme.

**Robert Sebbag:** Ah oui, complètement!

**Y.:** Donc on peut pas avoir un effet, on peut pas avoir un mouvement qui se déclenche sur ces bases-là à mon avis.

**Thierry Moreau:** Bien sûr.

Ce n'est pas nouveau: RMC sait être «à l'écoute des PME [et] des TPE» (dixit Jean-Jacques Bourdin en 2012).

«Ce manque de solidarité, ce manque d'empathie par rapport à la souffrance de certains, c'est dramatique.»

Robert Sebbag

## «LE TRIOMPHE DE L'ÉGOÏSME»

Assez? Pas tout à fait. Le débat qui suit concerne les «réservations d'hôtels annulées pour les vacances» en raison de la pénurie d'essence provoquée par la grève dans les raffineries. De quoi remettre une pièce dans le juke-box:

**Robert Sebbag:** Bravo la CGT, bravo les grévistes! Parce qu'ils se rendent pas compte de tous les effets pervers. Sans compter la souffrance des gens...

**Daniel Riolo:** Euh ils s'en rendent compte mais ils s'en foutent, c'est pas pareil!

**R. S.:** Bon, ils s'en rendent compte ou ils en souffrent [sic], mais eux-mêmes ce sont des citoyens. [...] Il y a des tas de gens qui sont peut-être grévistes, ils vont [s'en] rendre compte quand ils vont rentrer à la maison: leurs femmes, leurs enfants, ils vont leur dire: «Ouais à cause de toi papa on va pas pouvoir partir en vacances.»

**Estelle Denis:** Ça m'étonnerait qu'ils disent ça!

**D. R.:** Non l'enfant de cégétiste file droit Robert!

**R. S.:** Je suis certainement naïf. En tous les cas moi, je trouve ça dramatique parce que les effets pervers si vous voulez, ils sont majeurs et moi ça me fait... C'est encore ce manque de solidarité, ce manque d'empathie par rapport à la souffrance de certains c'est dramatique. Parce que les hôteliers ils peuvent pas faire grève.

**D. R.:** En fait il faut comprendre la réflexion du gréviste. [...] C'est pas genre «je t'emmerde là dans ton petit quotidien, dans tes petites vacances». La réflexion de base philosophique c'est: «Je fais ça pour toi camarade. Suis-moi, je t'emmène vers un monde nouveau». C'est ça en fait. Donc tu pourras toujours aller chialer sur tes petites vacances ou sur ton petit machin et tout, jamais tu ne provoqueras de l'émotion chez lui, puisque lui, son rêve, c'est le grand chambardement, c'est la table renversée.

**R. S.:** Non Daniel, c'est le triomphe de l'égoïsme.

Et sur RMC, celui du mépris de classe. Quant à «la réflexion de base philosophique» de l'éditorialiste, on la connaît depuis longtemps: maintenir l'ordre. ■

## LE GRAND JEU RMC «CACA OU MACRON»?



# DOUBLE STANDARD AU PARISIEN

Libre antenne pour les uns, censure pour les autres: ou les grands principes journalistiques de Nicolas Charbonneau, directeur des rédactions du *Parisien*.

**À** la mi-octobre, pendant le mouvement de grève des salariés des raffineries, pilonné comme il se doit dans la grande tradition du *Parisien*, le directeur des rédactions déprogram-  
mait tout bonnement une interview de Philippe

Martinez, secrétaire général de la CGT, pourtant validée par le service « économie » et la rédaction en chef. Droit dans ses bottes, Nicolas Charbonneau justifiait sa censure au nom d'une crainte... déontologique, bien sûr: l'entretien « *aurait pu être perç[u] comme une libre antenne* » ; le directeur du quotidien de Bernard Arnault ajoutant n'être guère friand du « *format QR* » (ou questions-réponses): « *Je voulais de la contextualisation* ».

Un mois et demi plus tard... tout est oublié! L'éthique sans faille de Nicolas Charbonneau n'a en effet pu résister à l'attrait d'un « *entretien exclusif* » avec le président de la République, généreusement accordé à la chefferie éditoriale du *Parisien*: Nicolas Charbonneau donc, et David Doukhan, rédacteur en chef du service politique. Soudainement, la « libre antenne » n'a plus semblé poser problème. Et plus encore: elle méritait même quatre pleines pages, sous la forme naguère honnie du « questions-réponses » ; bien évidemment la Une, reconvertie en tapis rouge; mais aussi « l'édito », signé par Nicolas Charbonneau... tant qu'à faire. Bref, un numéro tout chaud et en huis-clos pour le président (4 déc 2022).

Attachés à la « *contextualisation* », Nicolas Charbonneau et David Doukhan précisaient le dispositif exceptionnel pour les lecteurs:

**“La neutralité peut nous être fatale, on ne peut pas être tiède.”**

Nicolas Charbonneau



# « L'Europe est à un moment de vérité »

**EXCLUSIF | Emmanuel Macron** s'est confié à notre journal lors de son déplacement aux États-Unis. Une visite d'État où il s'est posé en porte-parole de l'Europe. Ukraine, réforme des retraites, énergie... le président a répondu à toutes nos questions.



En tenue décontractée dans l'avion présidentiel, Emmanuel Macron nous a accordé vendredi un entretien sans concession.

**L'A330 PRÉSIDENTIEL** était en vol entre Washington et La Nouvelle-Orléans, vendredi, lorsque Emmanuel Macron a répondu aux ques-

termes à la guerre en Ukraine ? Iran, droits des femmes dans le monde et en France, mais aussi les réformes (retraites, travail) qui, aux yeux du prési-

sur les batteries, etc., ne sont plus rentables par rapport à nos concurrents américains. » Alors je suis venu aux États-Unis en porte-voix de l'industrie française et européenne. Mon objectif premier était qu'il y ait une prise de conscience côté américain afin que nous puissions trouver ensemble, dans les prochaines semaines, des solutions concrètes.

**A-t-elle eu lieu, et les Américains vont-ils bouger ?**

Oui ! Tous mes interlocuteurs américains, en particulier le président Biden, m'ont dit qu'affaiblir l'industrie européenne n'était ni leur objectif ni leur intention. Les intentions de Joe Biden sont de

“Les turbulences au moment de l'atterrissage n'auront pas suffi à interrompre l'échange avec un président en tenue décontractée, qui précisait encore son propos alors que l'appareil roulait sur le tarmac de Louisiane.”

L'A330 présidentiel était en vol entre Washington et La Nouvelle-Orléans, vendredi, lorsque Emmanuel Macron a répondu aux questions du « Parisien » – « Aujourd'hui en France ». Un entretien sans concession, dans la salle de conférences aménagée à bord de l'avion du chef de l'État. Les turbulences au moment de l'atterrissage n'auront pas suffi à interrompre l'échange avec un président en tenue décontractée, qui précisait encore son propos alors que l'appareil roulait sur le tarmac de Louisiane.

Quel homme déterminé ! En compagnie de deux journalistes qui le furent au moins tout autant dans l'exercice de leur métier. Un entretien « sans concession » ? En particulier à la fin :

– Vous ne pourrez pas vous représenter en 2027. Vous devez penser à la trace que vous laisserez dans l'histoire. Quel serait un second mandat réussi à vos yeux ?

– Vous suivez le parcours des Bleus au Mondial ?

– Un pronostic pour ce 8<sup>e</sup> de finale face à la Pologne ?

Le reste est à l'avenant : questions ouvertes, relances complaisantes, contradiction à peine perceptible, ou noyée dans les réponses-fleuve d'Emmanuel Macron. Le président aurait été interviewé par ses propres communicants qu'il n'aurait pas vu la différence. Que pouvait-on attendre d'un tel dispositif qui n'a rien à voir avec du journalisme ? Sans surprise la bienveillance et la déférence dégoulinent

de ces doubles pages : chaque grand thème abordé est introduit par une citation du président, pour ne rien déguiser du plan de comm', illustré avec quelques clichés « sans concession » non plus, dépeignant un Emmanuel Macron sérieux, grave, à l'écoute... bref, sous son meilleur profil de grand président.

Pour la transparence, *Le Parisien* publia la photo-souvenir de ce moment d'indépendance journalistique.

\*\*\*

Au *Parisien*, la direction se permet donc de censurer l'interview d'un des principaux dirigeants syndicaux pendant un mouvement de grève au nom de (pseudo) principes éditoriaux immédiatement balayés dès lors qu'il s'agit de badiner avec Emmanuel Macron dans l'avion présidentiel... Ou l'autoritarisme mis au service d'une déontologie journalistique à géométrie variable. « La neutralité peut nous être fatale, on ne peut pas être tiède » confiait Nicolas Charbonneau à sa rédaction en octobre. Quelques semaines plus tard, il lui démontrait même plus : qu'on peut être journaliste... et un parfait propagandiste. ■

# RÉFORME DES RETRAITES L'ÉDITOCRATIE EN ORDRE DE BATAILLE

**D**epuis quelques semaines, et d'autant plus depuis qu'Emmanuel Macron a annoncé que « cette année sera [...] celle d'une réforme des retraites », éditorialistes et autres professionnels du commentaire savent qu'une grande mobilisation éditoriale les attend. À la Une des journaux, sur les plateaux de télévision et dans les studios de radio, la contre-réforme des retraites occupe progressivement le débat médiatique, qui repose, comme toujours en ces circonstances, sur un pluralisme en trompe-l'œil.

L'éditocratie est embarrassée. Non que cette contre-réforme lui déplaise sur le fond, tant le refrain de l'équilibre budgétaire et le mantra du « travailler plus » face à « l'allongement de la vie » la font mécaniquement frétiller. Mais elle marche sur des œufs. Par crainte du front syndical – incluant, à son grand dam, la CFDT, opposée à tout recul de l'âge de départ à la retraite – et politique, et plus généralement, par peur d'un embrasement social à même d'enrayer la frénésie (contre-) réformatrice du président. Dès lors, disposant encore d'informations parcellaires – le texte ne sera officiellement présenté que le 10 janvier en conférence de presse par Élisabeth Borne – et sans gréviste à se mettre immédiatement sous la

dent, les têtes d'affiche les plus en vue préparent le terrain. Si, d'apparence, le « débat » médiatique ne s'est pas (encore) mué en rouleau compresseur, tous ses cadrages fondamentaux sont d'ores et déjà en place: enfermement du débat dans les termes gouvernementaux au détriment des alternatives avancées par les syndicats et les partis de gauche; dissertations sur la « méthode » et la « pédagogie » présidentielles; prophéties inquiètes ou moqueuses sur les mobilisations sociales à venir.

## DÉFENSEURS ACHARNÉS ET CONSEILLERS DU PRINCE

« [C'est] dans un mois, plus encore que maintenant, que le président et le gouvernement devront faire preuve de détermination. » Par la voix de son rédacteur en chef Guillaume Tabard (3 janv.), la détermination du *Figaro* en défense de « la réforme » s'affiche comme inébranlable: « Il faudra se battre contre tous ceux qui qualifient d'antidémocratique l'adoption d'une réforme rejetée par une majorité de l'opinion. Comme si une réforme n'était juste qu'à la condition d'être populaire. » Constante depuis des décennies en la matière, la ligne éditoriale est donnée pour les semaines et les mois à venir: « Pour réformer les retraites, Macron aura raison de tenir ». Il pourra

en tout cas compter sur l'engagement sans faille du quotidien de la famille Dassault. Dès le lendemain (4 janv.), Vincent Trémolet de Villers ajoute d'ailleurs au coup de marteau une bonne dose de mépris de classe:

**“Il faudra se battre contre tous ceux qui qualifient l'adoption d'une réforme rejetée par une majorité de l'opinion.”**  
Guillaume Tabard

*Par quel mystère un impératif économique – équilibrer un système en déficit structurel – et une évidence démographique – de moins en moins d'actifs, de plus en plus de retraités – se présentent-ils chaque jour un peu plus comme une sorte d'Armageddon politique? L'esprit d'habitude? La société de loisirs? Le mépris du travail? L'enfermement idéologique? La crainte du feu d'artifice social que les Français déclenchent dès qu'ils entendent le mot réforme?*

«L'enfermement idéologique»? C'est précisément le processus de copinage inter-rédactionnel qui permet, par exemple, à la chefferie du *Figaro* de ne pas cantonner sa propagande aux pages

du *Figaro*, mais de la ventiler sur LCI ou France Inter (par l'intermédiaire de Guillaume Roquette, directeur de la rédaction du *Figaro Magazine*), dans la matinale de Radio Classique (où intervient quotidiennement Guillaume Tabard), ou encore celle d'Europe 1, qui héberge gracieusement, chaque matin, Trémolet de Villers – il vante à l'antenne une «réforme plus nécessaire que jamais», motivée par un «impératif économique» et une «évidence démographique» (4 janv.) –, en alternance avec le directeur des rédactions du *Figaro*, Alexis Brézet:

*D'après les sondages, les Français sont encore plus hostiles aujourd'hui à un report de l'âge de la retraite qu'ils ne l'étaient il y a douze ans à l'époque de la réforme Sarkozy! Alors on en déduira soit que nos compatriotes sont irrémédiablement imperméables au simple bon sens qui veut que quand on vit plus longtemps, bah il faut travailler plus longtemps; soit qu'Emmanuel Macron a totalement échoué à faire, comme on dit, la pédagogie de cette réforme [...].* (Europe 1, 2 janv.)

Et si la chefferie du *Figaro* capte ainsi à elle seule une part non négligeable de la parole médiatique à des heures de grande audience, elle est loin d'être la seule en défense du gouvernement. Lentement mais sûrement, les membres du très libéral «Cercle des économistes» sont évidemment de sortie: «La réforme des retraites est essentielle» affirme par exemple Christian de Saint-Étienne dans la matinale de Sud Radio (2 janv.); «La réforme est absolument indispensable» répète Élie Cohen sur BFM-TV

(2 janv.), paraphrasé le lendemain par l'ultra-libéral Marc Touati, déçu cependant que la réforme ne soit pas à la hauteur du projet (avorté) de 2019...

Dès le mois de décembre, *Le Parisien* jouait lui aussi le bon élève: «Il faudra du courage pour mener à bien cette réforme rendue nécessaire mais impopulaire chez les Français», affirmait par exemple le directeur adjoint de la rédaction, Jean-Baptiste Isaac, avant de prêcher l'orthodoxie et le «no alternative» ordinaires: «Le FMI [...] a été clair, il y a quelques jours, en se penchant sur le cas de l'Hexagone. Notre pays doit s'engager clairement sur le chemin des réformes structurelles, sans quoi il n'y aura plus de marges de manœuvre pour investir dans la transition numérique et écologique.» Un parti pris qui ouvrirait d'ailleurs deux pleines pages d'entretien avec Élisabeth Borne (2 déc. 2022), cordialement invitée à présenter son «plan pour les retraites» – gageons que l'attachement au pluralisme et au «débat d'idées» conduira *Le Parisien* à octroyer un dispositif éditorial similaire aux opposants pour qu'ils exposent, par exemple, leurs mesures en faveur de la retraite à 60 ans...

L'exercice n'a toutefois guère porté ses fruits, du moins si l'on en croit le cri de désespoir poussé par Frédéric Michel, rédacteur en chef du quotidien, à la veille de Noël: «Les heures passées par [le] gouvernement à alerter l'opinion et à négocier avec les partenaires sociaux n'y changent rien. L'acceptabilité d'une nouvelle réforme ne va toujours pas de soi!» (*Le Parisien*, 23 déc. 2022). De quoi remettre le couvert le 5 janvier: revendiquant son rôle de passe-

**“La réforme des retraites est essentielle.”**

Christian de Saint-Étienne

plat, *Le Parisien* s'enorgueillit cette fois d'une interview avec le ministre du Travail, Olivier Dussopt, introduite en Une par un titre grossier, à la visée pour le moins performative: «Retraites: “Les Français plus raisonnables que certains responsables syndicaux”». Comme à l'accoutumée, le «dialogue social» – tant préconisé par le gouvernement – se passe encore mieux quand il se fait à sens unique, par l'intermédiaire d'une presse docile...

Car de toute évidence, l'éditocratie sait pertinemment que cette réforme des retraites ne « va pas de soi ». C'est d'ailleurs précisément pour cela que le traditionnel escadron des « pédagogues » se met en place. Sur RTL (2 janv.), Alba Ventura synthétise « tout le sujet » auprès des auditeurs: « Faire de la pédagogie [...] La pédagogie n'est pas faite sur ce sujet! On ne sait pas où on va. Donc déterminé,

Emmanuel Macron l'est, il va falloir qu'il se montre pédagogue. » Patrice Carmouze, dans *L'éclair des Pyrénées* (2 janv.), tient lui aussi à dispenser aux récalcitrants, nécessairement campés dans leurs rôles d'ignorants, la voix de la « raison » autoritaire: « Comment se sortir de ce piège sinon par

la pédagogie et la raison? » assène le journaliste, avant de dérouler les éléments de langage – déficit du système des retraites, augmentation de l'espérance de vie, remboursement de la dette – pour mieux se faire conseiller du prince:

Voilà quelques-unes des questions que la Première ministre, Élisabeth Borne, qui a la lourde tâche de mener à bien la réforme, doit mettre sur la place publique. Car pour vaincre les réticences, on peut faire parfois le pari de la raison et de l'intelligence.

Raison versus perception, c'est également le ditype de classe – ponctué d'arguments d'autorité – que mobilise en continu Alain Duhamel sur BFM-TV (2 janv.), pour lequel « la-réforme » est nécessairement... néolibérale:

Tous les pays y sont passés. Il y a de moins en moins d'actifs et plus de retraités [...] donc il faut faire quelque chose. Ça, c'est le discours de la rationalité. Et puis il y a le discours de la sensibilité ou de la perception ou de la vie quotidienne des Français qui disent « nous, on n'en a pas envie, pour nous, c'est un recul social ». Vous avez une rationalité économique contre un sentiment de recul social.

Les commentateurs ne le répèteront jamais assez: le gouvernement « sait », et les opposants, rétifs et mal informés, « ont le sentiment » que... Une pensée automatique – connue de tous, et par cœur –, qui aurait de quoi faire sourire si elle n'était pas promise à un grand avenir médiatique dans la séquence qui vient, parasitant d'ores et déjà le débat: « Est-ce qu'il n'y a pas un défaut de pédagogie? » s'interroge ainsi Olivier Truchot sur BFM-TV (3 janv.); sur France Info (2 janv.), l'inénarrable Renaud Dély déplorait lui aussi le « déficit de pédagogie [du gouvernement] pour essayer de prôner cette réforme. » Qu'à cela ne tienne: la radio

publique s'y employait à sa place quelques instants plus tôt dans la matinale, en compagnie du sondologue Jérôme Fourquet, excellent dans le porte-parolat gouvernemental:

– **Salhia Brakhlia:** *Aujourd'hui, Emmanuel Macron ne peut pas reculer. S'il le faisait, il perdrait sa crédibilité pour la fin du quinquennat?*

– **Jérôme Fourquet:** *Effectivement, ce serait compliqué. [...] Le coup est parti, il faut aller maintenant au bout. Il mise beaucoup sur cette réforme pour travailler son image de président réformateur et puis deuxième point, le dossier des retraites a été un des sujets avortés du premier quinquennat donc il faut absolument pour lui pouvoir réussir là-dessus. Ce n'est pas uniquement en termes d'image et d'affichage: il y a aussi des choses plus lourdes qui se jouent derrière. À titre personnel, je pense que c'est aussi*

*des gages qui seraient donnés à nos partenaires européens [...] pour montrer que le pays est capable de réformer, de faire des efforts [...].*

La radio publique est, en ce sens, irréprochable: le lendemain, à la même heure, Élisabeth Borne était l'invitée d'une matinale remaniée pour l'occasion (une heure d'entretien). La déclaration selon laquelle l'âge de 65 ans n'était « pas un totem » fit le tour de tous les médias, permettant à

ces derniers d'entretenir l'illusion d'une « avancée » et celle, plus incongrue encore, d'une main tendue aux syndicats: « Retraites: Borne lâche du lest » et « Retraites: Borne met de l'eau dans son vin » titreront par exemple deux bandeaux de BFM-TV le soir-même. Excès de zèle?

C'est également la démarche du *Monde* dans l'éditorial du 4 janvier, qui se montre certes encore frileux vis-à-vis d'une réforme pour l'instant (gentiment) qualifiée d'« hasardeuse », mais tient toutefois à adresser un *satisfecit* à la Première ministre, mise en scène pour son art du dialogue... Que ce dernier soit fantasmé importe peu au quotidien de la déférence:

**“La réforme est absolument indispensable.”**

Élie Cohen

**“Il faudra du courage pour mener à bien cette réforme rendue nécessaire mais impopulaire chez les Français.”**

Le Parisien

«Au lieu d'être droite dans ses bottes, Élisabeth Borne se montre souple comme le roseau. C'est, par les temps qui courent, la posture la plus sage.» Cette leçon vaut bien un susucré, sans doute...

### «IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE»: UN PLURALISME EN TROMPE L'ŒIL

Dans cette grande théâtralisation, les rédactions assureront que le pluralisme est garanti. Sur le plateau de BFM-TV par exemple (3 janv.), la députée LREM Prisca Thévenot dispose bien d'un contradicteur en la personne d'Antoine Léaument (LFI). Un pluralisme de représentation, toutefois, tant l'expression contradictoire ne peut sortir du cadre imposé. Antoine Léaument tente-t-il de profiter de son passage à l'antenne pour parler d'une autre réforme possible et exposer les conditions d'une retraite à 60 ans? Cela lui vaut deux interruptions intempestives de l'animateur Olivier Truchot... et un coup de sifflet immédiat:

*Ça ne sera pas retenu hein, je vous le dis tout de suite! Donc on peut en discuter mais bon, ce n'est pas le projet de gouvernement! [...] Ce n'est pas vous qui êtes au pouvoir! Pardon monsieur le député, c'est très intéressant, mais là, on ne discute pas de ça, on discute de la réforme du gouvernement, pas de votre réforme! [...] On s'éloigne du sujet!*

Il en va là d'une manière d'étouffer ce qui est pourtant présenté comme un «débat». Un deuxième ressort consiste à isoler les opposants. Le 2 janvier, sur la même chaîne, Yves Calvi prétendait ainsi «arbitrer» une conversation entre Frédéric Souillot, secrétaire général de Force Ouvrière (en visio-conférence)... et trois fervents partisans de la réforme: l'économiste Élie Cohen, Dominique Carlaç'h, vice-présidente du Medef et Jean Viard, sociologue macroniste omniprésent dans les médias. Un dispositif qui, de toute évidence, amusait Yves Calvi au plus haut point:

– **Frédéric Souillot:** *Je ne suis pas d'accord avec ce que disaient Élie Cohen et vos autres invités.*

– **Yves Calvi:** *Oui, là, vous avez pris une bonne charge hein! [Rires en plateau]*

Troisième marque du simulacre de «débat démocratique»? La posture des intervieweurs, sommant d'ores et déjà les représentants syndicaux de «négociers» une réforme dont ils ne veulent pas (et qui n'a pas encore été officiellement présentée), quitte à endosser le rôle de médiateur à la place du gouvernement. Sur RTL (4 janv.), Amandine Bégot verse pour ce faire dans la politique-fiction face à

«Comment se sortir de ce piège sinon par la pédagogie et la raison?»

*L'Éclair des Pyrénées*

Laurent Berger: «Si vous obtenez des garanties sur la pénibilité, par exemple, report de l'âge légal pour tout le monde à 64 ans sauf pour un certain nombre de métiers pénibles [...], est-ce que là, vous dites banco?» Plutôt que de laisser le syndicaliste exposer ses propositions, la journaliste lui reposera trois fois la même question. Même traitement pour Céline Verzeletti, secrétaire confédérale CGT, invitée (par téléphone) à s'exprimer quelques minutes dans l'émission «Estelle Midi» (RMC, 3 janv.). «Vous savez très bien que vous allez échouer!» lui lance d'emblée la présentatrice, avant de la contraindre au nécessaire... compromis:

– **Estelle Denis:** *Vous êtes prête à lâcher sur quoi Céline Verzeletti? Parce que vous savez très bien que de toute façon, le gouvernement n'abandonnera pas sa réforme! Donc il y a un moment, le gouvernement va lâcher sur les 65 ans, ils vont mettre 64, peut-être les carrières pénibles, un truc sur le travail féminin et tout. Mais vous, vous êtes prêts à lâcher sur quoi?*

Les chiens de garde, eux, ne lâchent jamais le morceau:

– **Estelle Denis:** *Tout le monde doit faire un pas! C'est-à-dire qu'à un moment, si le gouvernement lâche sur certaines choses, vous aussi vous devez être prêts à lâcher sur certaines choses! Vous ne pouvez pas dire «c'est non à tout!»*

Là encore, la responsable syndicale a beau contester la posture qu'on lui prête arbitrairement et avancer des alternatives en retour, à peine les mots «retraites» et «60 ans» sont-ils prononcés que le concert des chroniqueurs se fait entendre: «Ah oui non mais alors non [...], c'est mort! Là, c'est mort!» tance la présentatrice, secondée par un confrère: «[Si] les syndicats FO et CGT disent que la base de la négociation c'est le retour à 60 ans, ben à partir de là on s'entend pas! Vous avez votre responsabilité! [...] Quand vous dites la base, c'est 60 ans, bah il y a plein de gens qui se disent "bah ouais, bah d'accord, bah dans ce cas, on n'avance pas quoi!" Faut peut-être faire un minimum, allez, 61 ans! [Rires]» Du reste, en début d'émission, la journaliste Emmanuelle Dancourt avait fermé la discussion:

*Le gouvernement a raison parce qu'on n'a pas du tout le choix. Après, il y a le comment on fait les choses, mais sur est-ce qu'il a raison, oui, il a raison. De toute façon, on est en déficit total*

sur les retraites donc il va bien falloir faire quelque chose! [...] Je comprends que les gens aillent dans la rue, que les syndicats se mobilisent et en même temps, je ne suis pas sûre que ça change grand-chose. [...] Il faut que cette réforme se fasse.

Bref, comme à l'accoutumée, les journalistes balisent le périmètre acceptable du débat. Dans la matinale de France Inter le 3 janvier, l'invitation de Thomas Porcher – membre des « Économistes atterrés » – pour débattre de la réforme des retraites face à l'inoxydable et libéral Jean-Marc Daniel, aurait pu passer pour une bonne résolution de la part de la rédaction. C'était sans compter les tirs de barrage de Léa Salamé, visiblement très ennuyée de devoir composer avec une parole économique un tant soit peu hétérodoxe: « C'est quoi votre solution Thomas Porcher? Parce qu'on est ultra endetté! Comment on fait? Votre réponse, c'est quoi? C'est systématiquement rétablir l'ISF, la flat tax? Taxer les riches et les entreprises en gros, c'est ça votre réponse? [...] L'ISF ça ramène 4 milliards hein... C'est pas ça qui va vous financer les écoles et les hôpitaux hein! » Morgue et sarcasme qui épargneront en revanche Jean-Marc Daniel, dont le discours robotique, martelé depuis quarante ans, aurait pourtant davantage mérité la contradiction... Las: la veille, face à Clémentine Autain (députée LFI), les deux matinaliers de France Inter n'en finissaient pas d'asséner les éléments de langage macronistes en guise de « contradiction », enfermant en réalité le débat dans le cadrage gouvernemental. Outre la performance de Léa Salamé, qui réussit l'exploit de prononcer cinq fois le terme « déficit » en moins de vingt-cinq secondes, Nicolas Demorand dégainait la pensée automatique avec brio:

– On sait déjà qu'il va falloir travailler plus longtemps pour assurer l'équilibre à long terme de ce système des retraites. Emmanuel Macron a précisé que si nous ne le faisons pas, le système était menacé. Si on ne fait pas cette réforme, il faudra soit augmenter les impôts, les cotisations, soit baisser les pensions. Que répondez-vous à ce diagnostic-là?

– Emmanuel Macron affirmait le 3 décembre sur TF1, je cite, que « quand on compare la France avec ses pays voisins, nous avons de la marge, parce qu'on n'est pas le pays qui a l'âge légal ou la durée de cotisation la plus longue [...] » Que la France travaille plus n'est-ce pas, bêtement, le sens de l'histoire?

### INFORMATION OU PRONOSTICS?

En dehors des premiers tirs de barrage contre les opposants, le journalisme de pronostics s'impose un peu partout: qu'ils s'inquiètent des grèves à venir ou qu'ils se montrent sarcastiques sur l'état des forces syndicales, les commentateurs jugent la mobilisation inopportune... et illégitime. Sur France

Info (2 janv.), Marc Fauvelle s'amuse du « sentiment de déclassement » – « Il est justifié [...] ou on aime aussi bien se taper dessus en France et dire « il n'y a rien qui va » ? » – avant de parler du « pessimisme » comme d'un « [sentiment] génétique quasiment chez les Français! [...] Je me souviens d'une étude [...] qui montrait que les Français étaient parmi les peuples les plus pessimistes de la planète. On était derrière les Afghans! Les Afghans étaient plus optimistes que nous! »

Alors que l'ensemble des forces politiques de gauche s'oppose à la contre-réforme, Alba Ventura joue quant à elle la carte de la division sur RTL (4 janv.), tapant à bras raccourcis pour faire rire la galerie: « La gauche, en cette rentrée, c'est un peu comme dans la chanson: elle voudrait bien mais elle peut point, voyez? [Rires] Et pourtant, on les voit se démultiplier sur les plateaux de télé, de radios ou sur les réseaux sociaux [...]! Ah pour se faire entendre, ils se font entendre... pour se montrer unis, c'est plus compliqué! En fait c'est étrange, plus l'occasion est belle pour la gauche, moins ils savent quoi en faire! »

Sur France Inter (2 janv.), Léa Salamé attend du sondologue Brice Teinturier qu'il se plonge sur sa boule de cristal: « [La réforme] va-t-elle à nouveau braquer le pays ou Emmanuel Macron peut compter sur une forme de lassitude ou peut-être de résignation pour faire passer son texte? » Bien outillé par les sondeurs, Benjamin Duhamel lui répondra dans l'après-midi sur BFM-TV: « Le gouvernement fait le pari que la lassitude prendra le pas sur la colère et au fond, quand on teste l'opinion sur l'état d'esprit, eh ben c'est plutôt une forme d'apathie qui prend le pas sur une colère qui est prête à se mobiliser. » Ce que confirme par avance Jean Viard, sur la même antenne le lendemain, peinant à réfréner son cynisme: « Objectivement, ils ont raison de faire [la réforme] maintenant. Pourquoi? Parce que les gens sont préoccupés par le court terme. Ils sont préoccupés par l'inflation, par la guerre en Ukraine. Or, historiquement, quand vous regardez les mouvements sociaux des cinquante dernières années, ça ne se passe pas dans des moments d'angoisse du court terme! [...] Donc je vais peut-être être être démenti par les faits, mais normalement je dirais, [...] ce n'est pas un moment intense d'immenses mouvements sociaux! » Même discours sur Europe 1 (3 janv.), où Alexis Brézet n'en finit pas de plastronner:

---

**“Au lieu d'être droite dans ses bottes, Élisabeth Borne se montre souple comme le roseau. C'est, par les temps qui courent, la posture la plus sage.”**

*Le Monde*

---

Aujourd'hui, [les Français] donnent le sentiment d'être plus résignés que révoltés. Dans les sondages, le niveau de colère n'est pas du tout celui qui était à l'époque des Gilets jaunes! Pour l'instant, les Français sont très calmes, très patients. Ils subissent sans maudire les grèves, les blocages, les ratages en tout genre. [...] Combien de fois nous a-t-on annoncé le printemps qui sera chaud, la rentrée sociale explosive alors que finalement il se passe rien?

Et tandis que le diagnostic d'une «gilet-journalisation» envahit les micros – systématiquement présenté comme un «risque» ou une «menace» –, Roselyne Bachelot s'insurge contre «les syndicats qui gueulent» et la «violence» de Laurent Berger (BFM-TV, 3 janv.) avant que son duettiste, Alain Duhamel, pronostique un essoufflement du soutien aux grévistes... alors que la grève n'a pas encore débuté: «[Au printemps], on sera au pic de l'inflation, on sera à un moment très dangereux en Ukraine [...] et peut-être qu'à ce moment-là, [Les Français] en auront assez des manifestations et des grèves.» Une chose est sûre, en revanche: le dinosaure médiatique sera fidèle au poste du maintien de l'ordre...

**Alain Duhamel:** *Moi ce que je crains le plus dans ces circonstances-là, c'est [...] les coordinations. Des mouvements plus ou moins spontanés, nés de plus en plus sur les réseaux sociaux, dirigés par des gens qui ne sont pas des leaders, qui sont des porte-parole qui dès qu'ils commencent à être connus sont immédiatement remplacés! Et ça, ça crée de l'éruptivité, du danger, même du danger physique! Ça crée des risques de débordement et surtout, c'est extrêmement difficile à prévoir, à dissuader et quand ça se produit, à encadrer. Parce que ce sont des gens qui n'ont pas de tradition syndicale, [...] qui réagissent par désespoir, par colère, par sentiment d'injustice, [...] mais qui sont des gens dangereux!*

\*\*\*

«Depuis 25 ans, chaque réforme néolibérale, chaque régression sociale, entraîne inmanquablement une nouvelle mobilisation médiatique»<sup>1</sup>. On y est: encore timide, quoique déjà bien trop bruyant, le soutien médiatique à la réforme des retraites est bel et bien réamorcé. Si une poignée de journaux affichent aujourd'hui des partis pris plus ou moins hostiles – *Libération* ou *Marianne* par exemple –, la plupart des médias dominants semblent, sans grande surprise, rallier le camp de «la raison» macroniste, substituant, à l'information: le journalisme de pronostics ou le commentaire des stratégies partisans, les édito à sens unique et le mépris de classe. ■

1. Acrimed, *Les médias contre la rue. Vingt-cinq ans de démobilité sociale*, Adespot, 2021.

### RUE89 LYON POINTE (ENCORE) LA COMPLAISANCE DU PROGRÈS AVEC L'EXTRÊME DROITE

En octobre 2022, un article intitulé «Et ils seraient “tradi” ces prêtres en soutane?» faisait tiquer la rédaction de Rue89 Lyon. *Le Progrès* y encense les prêtres de la communauté Saint-Martin, pourtant bien connus pour avoir envoyé des séminaristes homosexuels en thérapie de conversion et pour leur accointance avec Zemmour, Buisson & co. L'article a depuis été nuancé sur le site du quotidien, mais le mal est fait, surtout pour un canard... progressiste? D'autant qu'en 2019, Rue89 Lyon remarquait déjà une publicité pour l'école de Marion Maréchal Le Pen dans les pages du quotidien lyonnais.

### LA DÉPÊCHE ET LES NAZIS: SUITE ET FIN

Dans sa dernière chronique du passé collaborationniste de *La Dépêche*, *L'Empaillé* détaille les accointances du groupe de presse, après la Libération, avec René Bousquet, chef de la police sous Vichy connu notamment pour avoir organisé la rafle du Vél d'Hiv. Après avoir participé à son blanchiment en 1949, la direction de *La Dépêche* nomme l'ami Bousquet au conseil d'administration, auquel il participera sans entrave de 1959 à 1971. L'article détaille l'importance qu'il prend dans une rédaction qui ferme les yeux sur son passé. Stratégie toujours entretenue par la famille Baylet qui continue de diriger le journal sans en assumer le passé.

### LA TOPETTE DOCUMENTE LA PROPAGANDE DES FEUILLES DE CHOUX MUNICIPALES

Dans son édition d'hiver, *La Topette* signe un article très documenté sur la presse institutionnelle dans le Maine-et-Loire. Le journal d'enquête angevin détaille comment les bulletins municipaux prennent petit à petit la forme de publications journalistiques, aux moyens proches voire plus conséquents que certaines rédactions de PQR. Il pointe des journaux «partiels et partiaux», se demandant si ces publications «entretiennent volontairement l'ambiguïté pour faire croire à de vrais contenus journalistiques?» Les élus locaux semblent en tout cas ne pas ménager leurs efforts pour faire de ces bulletins d'information de vraies publications à leur gloire. ■

# LES MÉDIAS CONTRE LA RUE

Extrait de l'introduction du livre d'Acrimed *Les médias contre la rue. Vingt-cinq ans de démobilitation sociale*, paru chez Adespote en 2021.

**D**epuis 25 ans, l'association Acrimed (Action-Critique-Médias), créée en 1996 dans la fureur et en réaction au traitement médiatique des mobilisations contre le plan Juppé en novembre 1995, a beaucoup diversifié les cibles de ses observations. Mais elle n'a jamais cessé de scruter la façon dont les médias dominants s'adonnent régulièrement à l'un de leurs sports favoris : la démobilitation sociale.

Et depuis 25 ans, les occasions n'ont pas manqué. Après avoir soutenu le plan Juppé, la quasi-totalité des grands médias ont salué (entre autres) : en 2003, « la réforme » du statut des intermittents et des retraites ; en 2006, le « Contrat première embauche » ; en 2007, « la réforme » des régimes spéciaux de retraites ; en 2009, celle des universités ; en 2010, celle des retraites (encore) ; en 2014 (déjà), celle de la SNCF ; en 2016, la loi Travail ; en 2018, « la réforme » de la SNCF (à nouveau) ; en 2020, celle des retraites (toujours), etc., etc. Liste non exhaustive, et en constante augmentation.

Depuis 25 ans, chaque réforme néolibérale, chaque régression sociale, entraîne inmanquablement une nouvelle mobilisation médiatique. Mais comme dans une série à bas prix confiée à des scénaristes paresseux, chaque nouvel épisode frappe

par sa ressemblance avec le précédent. Mis à part quelques détails négligeables (en particulier le fond de la réforme et les revendications des grévistes), généralement laissés hors-champ, rien ne ressemble plus à un mouvement social, vu à travers le prisme déformant et méprisant des partis pris et des caricatures médiatiques, qu'un autre mouvement social : inutile, importun, inopportun, essoufflé avant d'avoir commencé, menacé à tout instant de sombrer dans la violence sinon le chaos. Le scénario est bien balisé, le vocabulaire bien rodé, les formats bien ajustés : « la réforme » a une étonnante capacité à mettre en marche la machine médiatique à fabriquer sa bouillie, parfaitement conforme aux intentions des « élites » économique-politiques.

La critique – précise, rigoureuse, s'appuyant sur la sociologie et l'économie pour affûter sa radicalité – des mauvais traitements médiatiques infligés aux mouvements sociaux, à leurs acteurs et aux revendications qu'ils portent, est donc cruciale. Suscitant (pour les plus importants, qui mobilisent de larges secteurs du monde du travail) beaucoup de bruit médiatique – et pour d'autres des silences éloquentes –, dévoilant un unanimité confondant, révélant, sous la morgue et le mépris décomplexés, la violence des

rapports sociaux, ces épisodes sont riches d'enseignements sur la contribution du petit monde des grands médias au maintien de l'ordre social – nous rappelant ainsi régulièrement qu'on ne saurait parvenir à changer le second sans se préoccuper sérieusement du premier.

Qu'il s'agisse des médias privés, aux mains de milliardaires à la tête de grandes entreprises qui sont des acteurs économiques majeurs, ou des médias publics, dont les dirigeants épousent le point de vue des gouvernants qui les nomment ou les surveillent, les médias « dominants » jouent leur partition dans la grande symphonie de la domination sociale. Loin d'être de simples « médiums », intermédiaires ou témoins, ils sont ainsi partie prenante des conflits sociaux sur lesquels ils prétendent informer.

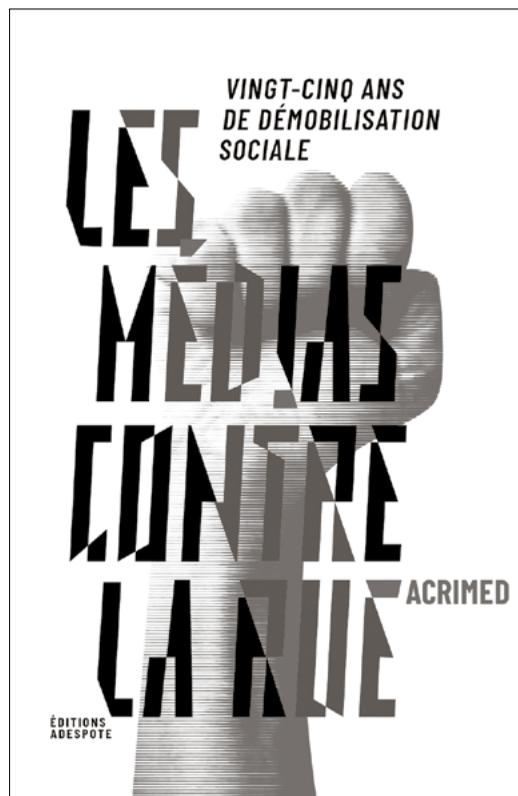
À chaque mouvement social de quelque ampleur, l'orchestre médiatique se met ainsi en ordre de bataille, chacun à sa place et remplissant sa fonction, de l'éditorialiste chargé d'expliquer doctement à quel point les manifestants ont tort de s'opposer à « la réforme » à l'« expert » chargé d'expliquer doctement à quel point le gouvernement a raison de la mettre en place, en passant par le présentateur-intervieweur chargé de leur confier la parole et de la confisquer à tous les autres.

L'orchestre médiatique a ceci de particulier qu'il n'a pas besoin d'un chef pour trouver sa direction, qui est peu ou prou toujours la même : dans le sens du vent et du côté du manche. Pour cela il suffit d'avoir soigneusement promu les cadres, « chefs de

---

**L'orchestre médiatique  
a ceci de particulier  
qu'il n'a pas besoin d'un  
chef pour trouver sa  
direction, qui est peu ou  
prou toujours la même :  
dans le sens du vent  
et du côté du manche.**

---



service » et autres sommités de l'information, en fonction de leur incurie, leur incompétence et leur servilité. Cette « éditocratie » ne se confond pas avec les quelques enquêteurs dont elle recouvre l'activité, et encore moins avec les « soutiers de l'information », majeure partie de la profession, souvent précarisée et soumise à une hiérarchie qui veille au grain, formatée plus que formée par les écoles de journalisme, qui produit certes des « contenus » désastreux, mais sur commande, parfois à contrecœur et souvent par nécessité.

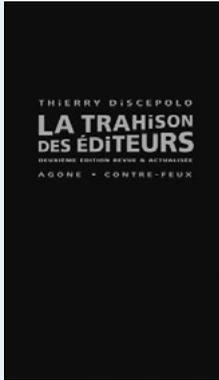
Mais si, au sein du journalisme, tous les acteurs n'ont pas la même implication ni les mêmes responsabilités, il n'en demeure pas moins que pris dans leur ensemble et selon leur plus grande pente, les grands médias se situent clairement

du côté du pouvoir et de la classe dirigeante. Et il ne suffit pas de le dire : il importe de le montrer, en détail, pour bien mesurer, comprendre et le cas échéant dénoncer à bon escient, sans le surestimer, le rôle qu'ils jouent. Pour notre part, nos vingt-cinq ans d'observations nous permettent de poser un diagnostic relativement précis sur la façon dont les médias dominants (re)couvrent et (mal)traitent un mouvement social. Certes il y a des nuances, des ajustements, des variations, d'un média à l'autre, d'une mobilisation à l'autre. Mais il y a aussi des invariants, massifs, et des tendances, lourdes. ■

---

**Depuis 25 ans, chaque  
réforme néolibérale,  
chaque régression sociale,  
entraîne inmanquablement  
une nouvelle mobilisation  
médiatique.**

---



## La trahison des éditeurs

Thierry Discepolo  
Agone, 2011

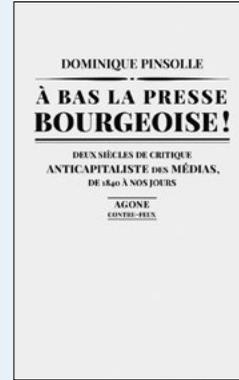
Est annoncée pour février 2023 la parution d'une troisième édition de ce livre d'un éditeur consacré à l'édition... et aux éditeurs. Dans la lignée du travail critique d'André Schiffrin, Thierry Discepolo dénonce la concentration et la financiarisation à l'œuvre dans l'édition des livres, comme dans les autres médias. Ce ne sont pas seulement les trusts Hachette et Editis qui participent du mercantilisme éditorial, mais aussi ceux qui se font passer pour des représentants de «l'édition indépendante», les Gallimard, Seuil, Actes Sud, Les Arènes, et autres, qui ont assimilé les recettes libérales de la rentabilité à court terme. Une critique qui ne se prive pas de se porter *ad hominem*, car en bon connaisseur du milieu de l'édition, il n'hésite pas à dénoncer les acteurs de cette «trahison», les Nourry, Durant, Nora, Jallon, Nyssen, etc., tous amoureux du livre, et plus encore des chiffres de vente. ■



## L'affaire Assange

Nils Melzer  
Éditions Critiques, 2022

« C'est l'histoire d'un homme persécuté et maltraité pour avoir révélé les sordides secrets des puissants, notamment les crimes de guerre, la torture et la corruption. C'est l'histoire d'un arbitraire judiciaire délibéré dans des démocraties occidentales qui tiennent par ailleurs à se présenter comme exemplaires en matière de droits de l'homme. C'est l'histoire d'une collusion délibérée des services de renseignement dans le dos des parlements nationaux et du grand public. C'est l'histoire de reportages manipulés et manipulateurs dans les médias grand public aux fins d'isoler, de diaboliser et de détruire délibérément un individu. » Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 2016 à 2022, Nils Melzer s'est penché sur le cas du journaliste australien Julian Assange. Incarcéré au Royaume-Uni, Assange fait l'objet d'une procédure d'extradition vers les États-Unis, où il risque 175 ans de prison. ■



## À bas la presse bourgeoise!

Dominique Pinsolle  
Agone, 2022

L'historien Dominique Pinsolle revient sur «deux siècles de critique anticapitaliste des médias». Tout commence par un duel, en 1836, entre Émile de Girardin, l'homme qui promeut le financement de la presse par la publicité, et Armand Carrel, le journaliste révolutionnaire. Carrel est tué, mais semble, au cours des pages du livre de Dominique Pinsolle, renaître sans cesse de ses cendres. Car ce livre d'histoire a ceci d'original et même d'unique qu'il se place délibérément du point de vue d'une critique de gauche des médias en vue de leur transformation radicale. Sur douze chapitres d'une quinzaine de pages chacun, sont évoqués les forces en présence et les divers moments des luttes pour l'émancipation des médias de la censure étatique et des puissances d'argent. L'auteur brosse un tableau très clair et fort bien documenté des avancées, des reculs et des transformations de ces luttes. ■

# HANOUNA, CHIEN DE GARDE

LE 10 NOVEMBRE 2022, LE DÉPUTÉ LFI ET EX-CHRONIQUEUR (GRANDES GUEULES, TPMP) LOUIS BOYARD A VOULU CRITIQUER VINCENT BOLLORÉ SUR C8... CHAÎNE DÉTENUE PAR VINCENT BOLLORÉ. CE QUI N'A PAS (DU TOUT) PLU À CYRIL HANOUNA. CITATIONS CONDENSÉES, MAIS VÉRIDIQUES.



# MÉDIACRITIQUES

N°45

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED

## LES GARDIENS DE L'ORDRE SOCIAL

- 04** DES HEBDOS CONQUIS PAR DIDIER LALLEMENT
- 07** L'ACTIVISME ÉCOLOGISTE ÉPOUVANTAIL MÉDIATIQUE
- 10** UNE DÉPUTÉE EN GARDE À VUE SUR BFM-TV
- 15** FILMER LA GRÈVE, «UN OUTIL POUR PESER DANS LE RAPPORT DE FORCE»
- 22** LCI MULTIPLIE LES INTOX
- 26** «AFFAIRE BAYOU» OU «AFFAIRE ROUSSEAU»?
- 30** LE REFRAIN MÉDIATIQUE DES CONFLITS SOCIAUX
- 34** «ESTELLE MIDI» UN TALK-SHOW CONTRE LES GRÉVISTES
- 38** DOUBLE STANDARD AU *PARISIEN*
- 40** RETRAITES: L'ÉDITOCRATIE EN ORDRE DE BATAILLE
- 46** LES MÉDIAS CONTRE LA RUE

## ET DANS LES RUBRIQUES...

- 06** FRANCE INTER AU CHEVET DE LA MONARCHIE BRITANNIQUE... OU À SON SERVICE?
- 13** BÉRÉNICE LEVET, DERNIER AVATAR DE L'ÉDITOCRATIE
- 20** LA CONCENTRATION DES MÉDIAS EN DÉBAT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE
- 49** HANOUNA, CHIEN DE GARDE